PRENDRE LE PARTI DES JEUNES

PETIT BOUQUIN D'UTILITÉ PUBLIQUE

LES EDITIONS DE L'ATELIER

APPRENTIS D'AUTEUIL

PRENDRE LE PARTI DES JEUNES

© Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Ivry-sur-Seine, 2016
ISBN : 978-2-7082-4512-9

www.editionsatelier.com
www.twitter.com/editionsatelier
www.facebook.com/editionsatelier

Apprentis d'Auteuil, décembre 2016
40, rue Jean de la Fontaine – 75781 Paris Cedex 16
www.apprentis-auteuil.org
jeunesse2017.fr

PRENDRE LE PARTI DES JEUNES

PETIT BOUQUIN D'UTILITÉ PUBLIQUE

LES EDITIONS DE L'ATELIER

Les Editions Ouvrières
51-55, rue Hoche
94200 Ivry-sur-Seine

APPRENTIS D'AUTEUIL

Merci à tous les jeunes, les familles, les collaborateurs, les anciens, les bénévoles, les bienfaiteurs d'Apprentis d'Auteuil qui ont participé à ce projet.

SOMMAIRE

PRÉFACE	**QUATRE JEUNES POUR UNE GÉNÉRATION**	9
AVANT-PROPOS	**UN « PETIT BOUQUIN » DONT LES JEUNES SONT LES HÉROS**	13
INTRODUCTION	**LAISSEZ-VOUS CONVAINCRE**	17
PARTIE I	**MOI ET MA FAMILLE**	21
CHAPITRE 1	LA FAMILLE : ESSENTIELLE MAIS COMPLIQUÉE	23
CHAPITRE 2	LE PLACEMENT, SUJET À DISCUSSION	31
PARTIE II	**MOI ET L'ÉCOLE**	39
CHAPITRE 3	QUEL RÔLE POUR L'ÉCOLE ?	41
CHAPITRE 4	UNE ÉCOLE POUR TOUS ET AVEC TOUS	49
PARTIE III	**MOI ET MON AVENIR**	59
CHAPITRE 5	ENTRER DANS LA VIE ACTIVE	61
CHAPITRE 6	LEVONS LES FREINS !	69
CHAPITRE 7	LA GALÈRE DES SORTANTS DE PROTECTION DE L'ENFANCE	77
CHAPITRE 8	SANS MA FAMILLE, LOIN DE MON PAYS	83
PARTIE IV	**MOI ET LA SOCIÉTÉ**	89
CHAPITRE 9	APPRENTIS CITOYENS !	91
CHAPITRE 10	APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE	97
POSTFACE	**ET VOUS ?**	105
	NOS 20 PROPOSITIONS	108

QUATRE JEUNES POUR UNE GÉNÉRATION

Juin 2016

Nous sommes quatre jeunes à signer cet éditorial.

Nous avons chacun un parcours différent.

Moi, Martin, j'ai 14 ans. Je suis au collège de Saint-Paul-sur-Isère en Savoie. Aujourd'hui tout se passe bien, alors qu'il y a deux ans j'avais totalement décroché de l'école. Ma passion, c'est ma formation de pompier volontaire.

Moi, Laura, j'ai 16 ans, j'ai changé plusieurs fois de maison d'enfants et maintenant je suis à Creil, dans l'Oise.

Moi, Moussa, je suis arrivé de Guinée-Conakry à 16 ans, seul, en France. Maintenant, j'ai 18 ans et je suis en CAP installations thermiques.

Moi aussi, je m'appelle Laura. J'ai 19 ans, j'habite à Schiltigheim en Alsace et j'essaie de mettre de l'ordre dans mon projet professionnel.

Bien sûr, à nous quatre, nous ne représentons pas tous les jeunes, mais nos paroles reflètent les espoirs et les inquiétudes de notre génération, et plus particulièrement des jeunes accompagnés par Apprentis d'Auteuil.

Nous venons de participer à une aventure qui rassemblait des jeunes comme nous, mais aussi des bénévoles et des personnes qui travaillent pour Apprentis d'Auteuil. Durant un an, une grande concertation a été organisée dans ses établissements et sur Internet ; elle s'est terminée par une rencontre nationale

à Paris. Nous avons pu donner nos avis sur les sujets qui nous touchent particulièrement : le travail, la famille, la politique, l'école… Nous avons aussi beaucoup parlé, réfléchi ensemble, inventé des solutions. Ce livre restitue l'essentiel de ces échanges.

Tout au long de cette aventure, nous avons eu le sentiment d'être acteurs de notre présent et de notre avenir. Nous avons eu le sentiment qu'on nous faisait confiance.

La confiance, c'est la base. Trop souvent, les adultes ne nous font pas confiance. Ils parlent à notre place, prévoient, planifient mais ne nous disent pas ce qu'ils font pour nous. Ils ne considèrent pas nos choix ou nos avis.

Pourtant, lorsqu'un adulte montre qu'il nous fait confiance, on se sent encouragé… même si parfois on fait des erreurs.

Qui n'a pas fait d'erreur dans sa vie ? Qu'on soit jeune ou vieux, gardien d'immeuble, prof, président de la République ou député, tout le monde peut se tromper dans son parcours, baisser les bras ou faire un mauvais choix. Ça ne veut pas dire que notre vie est nulle. On peut parfois s'égarer avant de trouver sa voie ! Dans ces moments, on a besoin d'être guidé et accompagné, d'être aidé à rebondir et à grandir en tirant des leçons positives de nos erreurs.

Dans le travail aussi, nous sentons bien que les adultes ont du mal à nous accorder leur confiance. Quand on cherche du boulot, il y a toujours un argument pour nous écarter : *« On ne peut pas te prendre à cause de la crise »*, *« parce que tu n'as pas assez d'expérience »*, *« parce que tu as fait trop d'études (ou pas assez) »*, *« parce que tu viens de tel quartier »*.

Pourtant, nous savons que le travail est essentiel. C'est ce qui rythme une vie, ce qui apporte la maison, l'argent, la stabilité. Et comment accomplir nos devoirs de citoyen si nous ne sommes pas de bons travailleurs ? Le travail permet de gagner le respect.

Même si les perspectives d'emploi peuvent paraître sombres, nous savons que le travail est notre chance et notre avenir.

Bien sûr des choses sont faites, des aides existent pour les jeunes. Mais bien souvent elles ne touchent qu'une minorité.

On ne porte pas une attention particulière aux besoins de chacun. Résultat : les aides ne sont pas adaptées et ne nous donnent pas les moyens de devenir autonome. Par exemple, si à la fin de chaque mois, on reçoit 200 euros par-ci, 200 euros par-là, c'est bien, mais ça ne fait pas une vie.

Nous ne voulons pas qu'on nous donne du poisson, nous voulons apprendre à pêcher !

Le problème, c'est que les femmes et les hommes politiques prennent des décisions pour nous, tout en restant dans leur monde à eux. Ils ne connaissent pas le vrai du vrai.

Venez nous voir, regardez ce que nous vivons et ce que nous traversons. Vous constaterez que nous avons des idées et du courage, vous verrez que nous avons véritablement besoin d'une politique pour la jeunesse !

Ensemble, nous pouvons mettre en place des projets utiles, à nous les jeunes. Des projets qui seront aussi positifs pour toute la société.

Êtes-vous prêts à nous écouter pour que nous travaillions ensemble à écrire cette politique ?

Nous, nous sommes prêts.

Avec ce livre, nous faisons le premier pas.

Maintenant, à votre tour.

Martin, Laura, Moussa et Laura

UN « PETIT BOUQUIN » DONT LES JEUNES SONT LES HÉROS

En 2011, Apprentis d'Auteuil publiait le *Plaidoyer pour la jeunesse en difficulté. L'urgence d'agir*, en s'appuyant sur son expérience et la parole de ses experts.

À l'occasion de son 150e anniversaire en 2016, Apprentis d'Auteuil a voulu donner la parole aux jeunes pour construire un nouvel ouvrage : dès la rentrée scolaire 2015, une démarche de concertation auprès des jeunes et des familles accompagnés dans les établissements de la fondation a été impulsée.

Derrière ce projet, une conviction profonde : chaque jeune, chaque parent a en lui une connaissance irremplaçable et des idées qui ne demandent qu'à émerger. Qui mieux que les intéressés pour imaginer des solutions aux dysfonctionnements et difficultés auxquels ils sont confrontés ?

Mais ne nous y trompons pas : une telle démarche ne confond pas les rôles et les responsabilités des uns et des autres, des jeunes et des éducateurs, des jeunes et des parents par exemple. En revanche, elle montre qu'on a tout à gagner à confronter son point de vue et son savoir-faire à l'expérience et aux compétences propres de celui ou ceux à qui on s'adresse.

PORTER LA PAROLE DES JEUNES

Des jeunes Apprentis d'Auteuil, âgés de 10 à 19 ans, ont participé à des temps d'échange sous de multiples formes : discussions en petits groupes, débats, ateliers d'expression (lettres au président de la République, réalisation de dessins pour les plus jeunes, etc.). L'objectif était d'évoquer en toute liberté soit des thèmes qui les concernent directement (la vie en maison d'enfant, la scolarité, la famille, l'autonomie, l'accès à l'emploi, etc.), soit des sujets de société qui les interpellent (le regard de la société sur la jeunesse, la politique, les relations intergénérationnelles et la solidarité, par exemple). Les thèmes et préoccupations définis comme prioritaires par les jeunes ont naturellement dessiné le plan de ce livre. Si l'ensemble a été réécrit pour faciliter la lecture, les verbatim qui parcourent l'ouvrage restituent avec justesse les paroles des enfants et adolescents qui ont participé à cette démarche[1].

La démarche de concertation a également été ouverte aux collaborateurs, aux bénévoles, aux familles, aux anciens et aux donateurs d'Apprentis d'Auteuil, par le biais de « focus groups » et d'une consultation en ligne à laquelle plus de 2 000 personnes ont répondu[2].

L'Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa) a accompagné la construction et la mise en œuvre de cette démarche de concertation, en apportant son expertise dans la participation des personnes aux projets qui les concernent et sa compétence dans l'animation des groupes d'échange.

1 Pour préserver leur anonymat, certains prénoms ont été modifiés.

2 Consultation en ligne menée par OpinionWay pour Apprentis d'Auteuil dans le cadre de la concertation du 26 janvier au 15 mars 2016.

RÉVÉLER LES CAPACITÉS ET LES TALENTS

Les jeunes l'ont dit et redit : ils considèrent que la société, les médias et, plus globalement, les adultes véhiculent une image négative et pessimiste de leur génération, qu'ils ne mettent pas suffisamment en avant ce qui fonctionne.

A contrario, ce livre, dont « ils sont les héros », veut contribuer à souligner leurs capacités, mais aussi celles des familles et de leur entourage.

Capacité, d'abord, à porter un regard lucide sur leurs réalités, tant sur les écueils que les avancées.

Un regard qui peut amener chacun d'entre nous, adultes, parents, professionnels, politiques à envisager différemment les problèmes. Et donner envie de construire ensemble des solutions.

Capacité, bien sûr, à faire face aux difficultés, qu'elles soient sociales, familiales, scolaires, administratives.

À nous de lever les freins, d'aplanir les inégalités, pour permettre à ces jeunes de se lancer, de se construire, avec une charge moins lourde sur leurs épaules. À nous de découvrir leurs potentiels et de rendre à chacun sa place dans la définition de son parcours.

Capacité des jeunes, encore, à envisager l'avenir, avec réalisme et ambition, tant pour eux-mêmes que pour le monde.

Regardons-les avec confiance comme des porteurs d'espoirs et de ressources qui savent faire bouger les lignes.

Donnons-leur les moyens d'être des acteurs du changement.

Fondation catholique reconnue d'utilité publique, Apprentis d'Auteuil accompagne plus de 25 000 jeunes et 6 000 familles dans près de 230 établissements. Présents sur tout le territoire métropolitain et dans les Outre-mer, les établissements de la fondation mettent en œuvre une approche guidée par des convictions partagées pour accueillir, éduquer, former et insérer des jeunes de toutes origines géographiques, sociales, culturelles et religieuses. Ces jeunes lui sont confiés par leur famille ou par l'Aide sociale à l'enfance. La fondation dispense 72 formations professionnelles dans 15 filières. À l'international, Apprentis d'Auteuil a choisi d'agir en partenariat. La fondation mène des actions dans plus de 54 pays aux côtés de ses 195 partenaires locaux. Chaque année, 22 000 jeunes et familles dans le monde bénéficient de ces programmes.

www.apprentis-auteuil.org

www.jeunesse2017.fr

LAISSEZ-VOUS CONVAINCRE

Ce livre est une partition à plusieurs voix qui mêle des paroles d'enfants, de jeunes et de familles, ainsi que des éléments de mise en perspective et les propositions qu'Apprentis d'Auteuil souhaite porter. Notre objectif est que ce croisement de regards puisse enrichir le débat public et faire réagir nos dirigeants avant les prochaines élections présidentielle et législatives.

IL EST URGENT DE SE MOBILISER

Nous constatons, sur le terrain, la gravité de la situation alors que la crise économique et financière perdure :

- 3 millions d'enfants, soit un sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté en France ; 31 000 enfants sont sans domicile fixe ; entre 8 000 et 10 000 enfants habitent dans des bidonvilles [3].
- Près d'un quart des personnes sans domicile fixe sont d'anciens enfants placés, alors que ces derniers ne représentent que 2 à 3 % de la population générale [4].

3 Rapport alternatif de l'Unicef France et de ses partenaires dans le cadre de l'audition de la France par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies, 2015.

4 « L'hébergement des sans-domicile en 2012 », enquête Insee réalisée auprès des personnes francophones ayant eu recours aux solutions d'hébergement ou aux distributions de repas.

- Près de 100 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme, sans formation et sans qualification[5].
- Le taux de chômage des non-diplômés, un à quatre ans après l'arrêt de leurs études, atteint 51,4 % tandis qu'il est de 11,6 % chez les diplômés[6].
- Dans les Outre-mer, près d'un jeune actif sur deux âgé de 20 à 29 ans est en recherche d'emploi[7].
- En 2013, le Conseil d'analyse économique (CAE) a dénombré en France près de 1,9 million de jeunes NEETs[8], « ni étudiants, ni employés, ni stagiaires », dont 900 000 sans aucun diplôme. Ils représentent 17 % de la classe d'âge des 15-29 ans.

COUPABLES, VICTIMES… OU RESPONSABLES ?

Derrière ces données chiffrées se cachent autant d'histoires et de souffrances singulières.

Comment aborder ces situations ? Trois options se présentent à nous, professionnels, acteurs politiques, ou simples citoyens.

La première consiste à envisager les jeunes et leur famille comme coupables de leur situation et à évacuer les problèmes en rejetant, excluant, séparant. Triste perspective. La deuxième revient à considérer les jeunes et leur famille comme victimes et les aider, sans croire à leurs potentiels ou compétences.

Mais essayons de les considérer comme responsables, de croire en chacun, de les accueillir, les accompagner, d'être animé par la conviction qu'ils portent en eux la capacité d'orienter leur trajectoire pour composer un avenir meilleur. Notre rôle est alors de leur permettre de reprendre confiance en eux, de valoriser leurs compétences pour qu'ils deviennent pleinement acteurs de leur vie.

---

5 Ministère de l'Éducation nationale, novembre 2016.

6 Insee, enquête Emploi, 2015.

7 Commissariat général à l'égalité des territoires, novembre 2015.

8 « *Not in Education, Employment or Training* ».

Retenons ensemble cette troisième option.

Aujourd'hui comme hier, les équipes d'Apprentis d'Auteuil ajustent les dispositifs existants, innovent, multiplient les initiatives pour trouver la réponse la plus adaptée à chaque fragilité et à chaque situation personnelle. Les bénévoles, les bienfaiteurs, les partenaires associatifs et institutionnels apportent un soutien sans faille à l'action des équipes.

L'efficacité des actions de la fondation tient aussi en une conviction forte : pour trouver son chemin et s'accomplir, chacun a besoin de grandir en relation avec les autres et de prendre sa place dans la société.

Et si cet ouvrage a pour ambition d'évoquer des préoccupations partagées par les jeunes accompagnés dans un cadre donné – celui d'Apprentis d'Auteuil – il n'en demeure pas moins qu'elles peuvent concerner tout jeune, à Paris, Marseille, Colmar, Mamoudzou ou Saint-Denis.

Laissez-vous convaincre.

MOI ET MA FAMILLE

Demandez à des jeunes et à des parents de définir ce qu'est pour eux l'éducation et vous serez surpris de découvrir que les avis se rejoignent.

Les jeunes consultés l'ont dit : l'éducation permet *« d'apporter des valeurs, des principes et de donner une ouverture d'esprit aux enfants »*. Le respect et la confiance sont unanimement considérés comme des gages de réussite d'une bonne éducation.

Mais, malgré cette concordance de points de vue, quand les fragilités se superposent, que les difficultés matérielles s'accumulent, quand la famille souffre, le rôle éducatif des parents est mis à mal.

Pour éviter que ces épreuves ne mènent à des situations extrêmes comme le placement, il est préférable d'agir le plus tôt possible, avant que ne s'installent les premiers signes de détresse. Car les résultats sont là : les actions de prévention auprès des parents permettent de désamorcer les situations difficiles. Plus tôt on épaule la famille dans l'éducation de son enfant, plus on réduit les risques pour l'avenir…

… Et plus on allège la note pour la société ! Rappelons que le coût du placement d'un jeune en Maison d'enfants à caractère social (MECS) est en moyenne de 65 000 euros par an[9]. Un chiffre qui permet de mesurer l'intérêt du soutien à la parentalité comme action de prévention.

9 Dominique Attias, *Le placement des enfants*, Toulouse, Éditions Éres, 2014.

« La famille c'est la base. Les parents sont là pour aider à aller de l'avant. »

Bastien, 17 ans

LA FAMILLE : ESSENTIELLE MAIS COMPLIQUÉE

« J'aimerais que les enfants respectent plus les parents et que les parents soient plus respectueux envers les enfants, qu'ils ne crisent pas. »
Mélina, 17 ans

La famille est un élément central dans la vie des jeunes et des parents. Même dans les situations les plus compliquées, elle constitue un point de repère, un port d'attache, un « cocon ».

ILS L'ONT DIT

La cellule familiale reste la référence en matière d'éducation, y compris pour les jeunes en situation de placement.

LA FAMILLE AU CŒUR

« Les rôles doivent être bien établis entre le père et la mère. Ça ne doit pas être une seule personne qui prend les décisions ; il faut que les décisions soient prises ensemble, en commun. C'est un peu ça le but d'une famille. »
Laura, 16 ans

Les jeunes interrogés estiment que le rôle des parents est de poser des limites, de donner des conseils, de surveiller le langage, le comportement et le respect des règles. Il est selon eux essentiel que les parents partagent une vision commune de l'éducation, évitent les conflits devant les enfants et soient un modèle (fidélité, respect l'un envers l'autre, etc.).

À l'unanimité, ils affirment pouvoir se tourner en priorité vers leur famille pour trouver des soutiens et des conseils en cas de souci. Malgré ses complexités et ses difficultés, la famille constitue ainsi, dans la mesure du possible, un socle. Beaucoup se projettent d'ailleurs dans la fondation de leur propre famille, moyen de s'accomplir et de s'épanouir.

LA GALÈRE AU QUOTIDIEN

« Entre courir pour payer le loyer, aller chercher à manger à la banque alimentaire et tout le reste, je n'ai vraiment pas le temps d'être maman. »
Hélène, 38 ans

Les échecs répétés, le chômage, l'isolement et parfois la peur fragilisent la confiance qu'ont les parents dans leurs propres capacités et, par ricochet, peuvent avoir un impact sur l'éducation des enfants.

Les parents d'enfants accompagnés par Apprentis d'Auteuil listent sans détour les facteurs fragilisants : être au chômage ou en emploi précaire, les horaires décalés, résider dans un quartier dit « sensible », habiter un logement social de type HLM, être une famille monoparentale[10].

DES RUPTURES QUI DÉSTABILISENT

Les ruptures (divorce, séparation des parents), peuvent profondément ébranler la cellule familiale et sont sources de souffrance

10 *Exercice, expérience et pratiques de la parentalité*, Étude de l'Observatoire des jeunes et des familles, 2015.

pour les enfants. De nombreux jeunes expliquent être en conflit avec leurs beaux-parents, considérant que leur autorité n'est pas légitime. Le beau-parent doit *« prendre sa place sans se substituer au père ou à la mère »*. Pour autant, les jeunes mettent le respect du parent au centre des relations avec le nouveau conjoint : *« Le respect, c'est la clé de tout ; il faut respecter quand même car c'est le choix de notre mère ou de notre père. »* De façon générale, ils appellent de leurs vœux une cellule familiale préservée et disent veiller à garder le lien avec leurs deux parents.

Ces bouleversements entraînent aussi, dans bien des cas, l'aggravation de l'isolement et du risque de paupérisation des familles.

DES FAMILLES MONOPARENTALES VIVENT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ
(MESURÉ À 60 % DU REVENU MÉDIAN)[11]

11 Insee, Enquête revenus fiscaux et sociaux, 2014.

COMMENT FAIRE FACE SEUL(E) ?

« Depuis que j'ai eu ma fille, le vide s'est fait autour de moi, j'ai rencontré la solitude. »
Kadija, 34 ans

L'entourage proche est un recours indispensable, notamment dans les cas de ruptures familiales, laissant un parent – le plus souvent la maman – seul avec ses enfants. Résultat : plus de 50 % des parents d'enfants accompagnés par Apprentis d'Auteuil et élevant seuls leur(s) enfant(s) déclarent *« éprouver souvent ou très souvent un sentiment de solitude »* contre moins de 20 % des parents en couple[12]. Lorsqu'on a un adolescent en crise à la maison, quel soulagement parfois de pouvoir se tourner vers ses pairs (des amis, sa propre mère) et demander : « Je n'en peux plus… Toi, comment tu ferais ? » À défaut de conseils éclairés, ce genre de discussion offre au moins une soupape de décompression salutaire.

Pas de bouffée d'air non plus, lorsque ces mêmes parents ont besoin de confier leur enfant pour mener leurs activités du quotidien (se rendre à un entretien d'embauche, à un examen de santé, faire une démarche administrative) ou tout simplement de « souffler » un peu le temps d'aller chez le coiffeur, de rendre visite à des amis…

Sans réseau de confiance, sans lien, isolé(e), tout est plus compliqué.

Cela est d'autant plus vrai pour les toutes jeunes mamans qui souhaitent reprendre le chemin de l'école ou d'une formation. *« Moi, je veux aller à l'école, je me suis donné les moyens, mais il n'y a pas de place en crèche pour ma fille. »* L'accès aux modes de garde collectifs, notamment pour les parents qui ne travaillent pas ou ceux dont les horaires de travail sont décalés, est une véritable préoccupation : *« J'ai appelé toute la ville pour trouver une nourrice. On devrait être prioritaire à la crèche et on ne l'est pas. »*

---

12 *Exercice, expérience et pratiques de la parentalité*, Étude de l'Observatoire des jeunes et des familles, 2015.

Ajoutons que pour beaucoup de parents, les démarches administratives sont sources de stress et d'incompréhension. En cause : les difficultés liées à l'accès à l'information – manque d'équipement informatique, multiplication des procédures numériques, barrière de la langue – et la complexité des démarches et des mécanismes.

Englués dans la logistique du quotidien, inquiets face aux démarches et au coût des gardes d'enfant (quand ils y ont accès), de nombreux parents disent avoir trop peu de temps et d'espace pour eux, pour se ressourcer et exercer sereinement leur parentalité.

D'ENFANTS PAUVRES SONT EN CRÈCHES ALORS QU'ILS SONT 20 % EN FRANCE[13]

13 Pour arriver à une égale représentation, il faudrait créer 30 000 places en crèches supplémentaires. « La lutte contre les inégalités commence dans les crèches », Rapport Terra Nova, janvier 2014.

NOUS Y CROYONS

Les parents confrontés à des difficultés dans leur mission éducative ne sont pas, dans leur grande majorité, démissionnaires. Le plus souvent, ils sont désemparés, submergés par des préoccupations matérielles et trop isolés pour trouver des soutiens et des solutions.

Lorsque des parents n'ont personne vers qui se tourner, c'est à la société de leur donner les moyens d'agir pour assumer leurs responsabilités à l'égard des enfants.

LES PARENTS, PREMIERS ÉDUCATEURS DE LEURS ENFANTS

Il y a urgence à changer le regard négatif que la société porte trop souvent sur ces parents fragilisés. Toute cellule familiale connaît des hauts et des bas. Si une famille a des défaillances, cela n'annihile pas ses capacités à aimer, éduquer, entourer chacun de ses membres.

Par expérience, nous considérons les parents comme « capables ». Capables, sauf rares exceptions, de surmonter leurs difficultés, d'éduquer, de préserver une relation avec leur enfant, quand bien même un éloignement (plus ou moins temporaire) s'impose. Pour reprendre leur vie – et leur rôle – en main, le premier moteur est la confiance.

LES PARENTS « RESSOURCES »

À bien des égards, en tant que professionnels, nous sommes souvent surpris par les compétences acquises par les parents pour faire vivre leur famille, parfois avec peu de moyens. Laissons-les aussi nous en apprendre sur la gestion des ressources et de la vie quotidienne… L'expérience parentale est en effet une forme de connaissance valorisable, diffusable et inspirante, avec les professionnels ou entre parents, à condition de créer les conditions d'échange propices.

ÊTRE PARENT, ÇA S'APPREND

Tous les parents, isolés ou non, d'un milieu défavorisé ou non, se posent des questions sur l'éducation de leurs enfants. Nous pensons qu'il est important de les aider dans l'apprentissage des gestes éducatifs et la transmission de repères sécurisants au cours des premières années de la vie de leur enfant. Il faut aussi leur permettre de s'approprier leurs responsabilités et les rassurer sur leurs capacités. Pour favoriser l'apprentissage du « devenir parent », il est donc nécessaire de développer le soutien à la parentalité dès la toute petite enfance.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

Véritable « booster » de lien social, les maisons des familles sont des lieux ouverts, sans condition d'accès. Parents et enfants s'y retrouvent pour des moments de convivialité dans la cuisine, le salon ou la salle de jeux. On y échange des histoires, des conseils sur l'éducation des enfants ou des astuces de la vie quotidienne. On y partage un bon repas, un café, un temps de jeux.

Si professionnels et bénévoles de la structure proposent un accompagnement individuel dans les démarches d'insertion sociale, les maisons des familles misent avant tout sur la capacité des familles elles-mêmes à s'entraider et à chercher ensemble des solutions à leurs problèmes.

Le modèle est collectivement porté par des associations, avec le soutien des acteurs locaux et des fonds privés. Chaque maison accueille en moyenne 100 familles par an.

NOUS PROPOSONS

 # 1 La création sur tout le territoire, dans chaque quartier, d'« espaces parents » de proximité.
À l'image du modèle des maisons des familles, ou de celui de maisons de quartiers ouvertes aux acteurs associatifs ou aux bénévoles, ces « espaces parents » de proximité permettraient aux familles de bénéficier gratuitement d'un accompagnement et d'un soutien : échanger, être informés, confier leurs problèmes, recevoir et donner eux-mêmes des conseils.

 # 2 Le développement de crèches dans les quartiers défavorisés, en y intégrant un espace dédié aux familles.
Il est nécessaire de penser ces crèches comme des lieux où la mixité sociale, culturelle et religieuse se vit naturellement autour de l'enfant, permettant pour les petits et les grands de vivre ensemble des temps forts mais aussi ceux du quotidien. Un accompagnement des parents qui entreprennent un parcours d'insertion ou de formation (crèches d'insertion) pourrait être également proposé, ainsi que des ateliers d'échanges et de partage autour de la parentalité.

CHAPITRE 2

LE PLACEMENT, SUJET À DISCUSSION

« Voir notre famille une semaine sur deux, c'est dur quand on avait l'habitude d'être tout le temps ensemble. »
Lucas, 15 ans

Les interventions de l'Aide sociale à l'enfance auprès des jeunes et familles tiennent évidemment compte de la diversité des situations sociales et culturelles et se font d'abord et avant tout dans l'intérêt de l'enfant. Néanmoins, certains placements motivés par la seule situation de précarité de la famille sont vécus par les enfants, comme par les parents, comme une injustice qui risque d'engendrer davantage de dommages que de solutions.

Ce constat est renforcé par le témoignage des jeunes placés qui racontent combien ils souffrent de l'absence de leurs parents. Et comment ils subissent, aussi, le regard parfois très dur que la société porte sur eux.

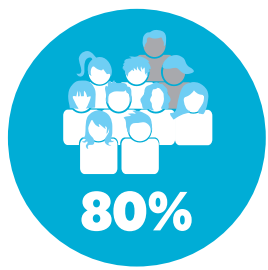
ILS L'ONT DIT

Souvent submergés par des préoccupations matérielles, trop isolés pour trouver des soutiens et faire face à leur rôle éducatif, les parents d'enfants en situation de placement se disent perdus… et parfois encore jugés, voire stigmatisés.

DES PARENTS DÉBOUSSOLÉS

« Les parents ont peur de demander de l'aide parce qu'ils ont peur qu'on leur retire leur enfant. »
Sonia, 42 ans

Certains parents avouent se sentir seuls face à la multiplicité des interlocuteurs de l'Aide sociale à l'enfance. Ils ne savent pas toujours ce qu'ils ont le droit de faire ou de ne pas faire. Les familles les plus isolées ou les plus précaires souhaiteraient pouvoir *« bénéficier de conseils, d'un avocat »* et mieux connaître leurs droits de recours.
Même si l'avis de la famille et celui du jeune sont pris en compte dans les décisions de mesure de placement et que celles-ci sont motivées par l'intérêt supérieur de ce dernier, la démarche de concertation a fait émerger les difficultés rencontrées pour accéder aux dossiers de l'Aide sociale à l'enfance, ne serait-ce que pour obtenir les raisons de la mesure. Ces incompréhensions engendrent une méfiance de la part des parents vis-à-vis des services de protection de l'enfance. *« C'est la parole des médiateurs contre la parole des parents, et c'est toujours les médiateurs qui ont raison. On risque trop, nous, les mamans. »* Les relations se tendent parfois avec les professionnels.



DES ENFANTS EN SITUATION DE PLACEMENT VIENNENT DE FAMILLES VIVANT AVEC UN REVENU PROCHE DU SEUIL DE PAUVRETÉ, VOIRE EN DESSOUS[14]

14 Oned, Actes du colloque « Parents, enfants, familles en protection de l'enfance », 2011.

DES RUPTURES SOUVENT MAL COMPRISES

« Si l'enfant n'est pas maltraité, il faut qu'il puisse grandir auprès du parent qu'il aime. »
Hayette, 45 ans

Les placements motivés par la précarité ou la vulnérabilité sociale de la famille sont vécus comme une injustice par les parents.

Chez les jeunes aussi, la crainte du placement est très présente. Ils remettent en cause la séparation systématique et souhaiteraient que la décision soit mieux expliquée par les professionnels des services de protection de l'enfance. *« Des jeunes pourraient être chez eux, en famille ; ils ont pas besoin d'être en foyer, et on les y met quand même alors qu'ils prennent la place d'autres jeunes. »* Ils soulignent l'importance du travail de prévention : *« Des fois, c'est bénéfique [la séparation] mais des fois, il faudrait travailler avec la famille avant plutôt qu'après qu'on ait retiré les enfants. »*

Enfin, la question de la continuité revient souvent dans leurs propos. Ils regrettent d'avoir parfois à changer de maison d'enfants en cours de route, sans anticipation : *« Arriver dans un nouveau foyer, c'est troublant : on doit se reconstruire, on débarque dans une structure où on ne connaît personne. »*

ÊTRE PLACÉ, C'EST LOURD À PORTER

« Quand tu dis que tu habites en foyer, personne n'a plus confiance en toi. »
Annie, 17 ans

Les jeunes vivent mal les préjugés et discriminations liés à la vie « en foyer », ressentis comme un frein dans leur vie quotidienne.

« À l'école, ils ont dit que les gens en foyer sont mal éduqués, qu'ils sont sales, qu'ils sont comme des clochards. » Certains évoquent des difficultés en cas de réinscription à l'école, du regard que les autres enfants, les autres parents portent sur eux. Quand il y a des conflits, des bagarres, ils se sentent montrés du doigt. Même chose

quand il s'agit de trouver un stage, un emploi : *« En entretien, j'avais fait une très bonne impression mais finalement, comme j'étais en foyer, ils ne m'ont pas prise. »*

Conscients de ce regard, les jeunes placés aspirent à ne plus être déconsidérés. Pour eux, *« [les adultes] utilisent des mauvais termes ». « Nous, on dit : "On n'est pas en foyer, on est en maison d'enfants." Ça fait meilleure impression. »*

DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE (ASE) CONCERNENT LES MOINS DE 21 ANS,

DONT

EN ÉTABLISSEMENT OU EN FAMILLE D'ACCUEIL[15]

15 Drees, *Études et résultats*, nº 0942, novembre 2015.

NOUS Y CROYONS

Dans l'intérêt de l'enfant, les parents doivent être parties prenantes de toute intervention en protection de l'enfance, même en cas de placement en institution.

ASSURER UNE COHÉRENCE D'ACTIONS DANS LES MESURES

Nous avons à cœur de développer avec les services départementaux de l'Aide sociale à l'enfance un continuum d'actions, flexibles et modulables, du maintien à domicile à l'hébergement en institution, pour préserver le lien avec sa famille, favoriser le travail éducatif avec les parents et éviter l'irréversibilité du placement en institution. Ce dernier doit être vu comme un dernier recours.

PRÉSERVER LE LIEN FAMILIAL

Comme le souligne la loi Protection de l'enfance[16], l'avis de la famille doit être pris en compte dans toutes les décisions concernant son enfant. Il est indispensable de donner la parole aux parents par les moyens les plus appropriés, par exemple en leur demandant de participer aux travaux d'évaluation de la prise en charge de leur enfant, ou en les sollicitant pour les actes fondamentaux de la vie quotidienne (scolarité, orientation, loisirs, soins, etc.). Cela favorise le maintien et le développement de liens de qualité avec son enfant (sauf contre-indication du juge), tout comme le fait de travailler sur la problématique familiale à l'origine de la mesure d'assistance éducative. Enfin, il est très important d'informer les parents sur ce qui se vit, chaque jour, au sein de la structure d'accueil.

16 Lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016 relatives à la protection de l'enfant.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

À Perpignan (Pyrénées-Orientales), un appartement est proposé aux familles, juste à côté de la Maison d'enfants à caractère social (MECS) Sant-Jordi. Les parents, qui ont des droits de visite libres ou d'hébergement, peuvent y séjourner avec leur enfant, sur de courtes périodes. Dans un cadre convivial mais neutre, les parents retrouvent leur place, tout en se sachant épaulés en cas de besoin. Un professionnel peut en effet se rendre disponible, à leur demande.

Des groupes de partage de compétences entre les familles, des entretiens familiaux menés par des psychologues, des ateliers créatifs, des cafés des parents, l'organisation de vacances familiales… Autant de propositions qui aident également les familles à se reconstruire, à leur rythme.

Enfin, un conseil de vie sociale, auquel un représentant des familles participe, permet aux parents de donner leur avis sur la vie de la MECS et à l'établissement d'ajuster en permanence l'accompagnement proposé.

NOUS PROPOSONS

 # 3 Le recours à des « conférences familiales » pour prévenir les situations de placement.

Il s'agit d'un processus collaboratif au cours duquel le groupe familial va prendre lui-même des décisions pour améliorer la situation d'un de ses membres. Préparée par un facilitateur indépendant, une conférence familiale réunit, dans un même lieu, une famille, des tiers proches en qui elle a confiance et qu'elle a invités ainsi que des professionnels.

 # 4 Le renforcement des alternatives au placement.
Il s'agit de privilégier les mesures de soutien éducatif à domicile, quand la séparation n'est pas impérative, ce qui permet à la fois de travailler avec la famille sur les conditions de vie d'une manière globale et d'éviter ainsi les ruptures de parcours et l'éclatement de la famille.

MOI ET L'ÉCOLE

Les enquêtes internationales (du type PISA[17]) montrent une aggravation des déterminismes sociaux ces dix dernières années : la France est aujourd'hui le pays de l'OCDE où l'origine sociale des enfants pèse le plus dans les résultats scolaires.

À entendre les jeunes les plus en difficulté, l'école n'est pas adaptée à leurs attentes.

Questionnée, l'orientation scolaire et professionnelle qui ne tient pas suffisamment compte des envies et des motivations des jeunes. Une orientation qui dépend étroitement du niveau initial de l'élève à l'école primaire, de l'origine sociale ou du niveau de qualification des parents.

Scrutés, les contenus des enseignements, qui ne prépareraient pas assez aux exigences du monde d'aujourd'hui.

Interrogées, les pratiques pédagogiques parfois inadaptées qui favorisent le désengagement et le décrochage scolaire.

Et puis, il y a les jeunes qui précisément n'ont plus envie, ceux qui sont « fâchés » avec l'école, ceux qui se sentent perdus, sans repère, dans un système éducatif trop éloigné de leur propre culture scolaire ou de celle de leur famille.

Pourtant, des solutions existent et donnent des résultats : favoriser les mixités sociales ; proposer un accompagnement à la fois éducatif et scolaire encadré par des équipes pluridisciplinaires ; faire des parents de véritables acteurs dans le projet de l'école ; mettre en place des pratiques coopératives, tant dans la classe que dans la gestion quotidienne de l'établissement ; expérimenter des approches pédagogiques différentes et adaptées pour redonner confiance et envie d'apprendre, en partenariat avec les entreprises, les associations, les acteurs sociaux.

17 Le PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) est une enquête menée tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans dans les 34 pays membres de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques) et dans de nombreux pays partenaires. Elle évalue l'acquisition de savoirs et savoir-faire essentiels à la vie quotidienne au terme de la scolarité obligatoire.

« Écouter un prof parler pendant des heures, rester assis… L'école n'a jamais été pour moi. »

Dorian, 17 ans

CHAPITRE 3

QUEL RÔLE POUR L'ÉCOLE ?

« À l'école, tu suis pas… Tu es foutu. »
Mickaël, 15 ans

Conscients de la place de l'école dans leur vie quotidienne, et surtout du rôle qu'elle joue pour leur avenir, les jeunes se sont montrés, au cours de la concertation, particulièrement participatifs sur ce thème et enthousiastes à l'idée de réinventer l'école.

Pour eux, la réussite scolaire reste un gage de réussite professionnelle.

ILS L'ONT DIT

Les jeunes font très majoritairement confiance à l'école pour transmettre les savoirs de base : *« L'école nous promet un bon avenir. L'école, c'est la clé de la vie. Elle nous permet d'être cultivés ! »*

MISSIONS DE L'ÉCOLE : QUE D'ATTENTES !

Pour une grande majorité des jeunes, l'école doit avant tout enseigner les compétences techniques et manuelles et les préparer à l'emploi. Ils ont cependant le sentiment que les formations ne sont pas suffisamment en prise avec la vie active et que les enseignements reçus ne correspondent pas toujours aux besoins du marché du travail. *« Elle [l'école]*

t'apprend des choses qui ne te serviront peut-être pas. Par exemple, Thalès et Pythagore, en tant que vendeur ça va me servir à rien. »

Ils ont globalement envie d'études moins longues, plus concrètes, plus ludiques et réclament des outils pédagogiques plus modernes : pour mieux transmettre le goût d'apprendre, l'école gagnerait selon eux à être davantage participative et interactive. *« Il faut réduire les programmes, ils sont trop chargés : pas besoin de faire un chapitre de 100 pages pour expliquer les fractions. C'est trop théorique ! »*

S'ils expriment clairement leurs attentes, les jeunes consultés se montrent aussi très réalistes sur les limites de l'école et sur le fait qu'elle « ne peut pas tout ».

Parents comme jeunes s'accordent à dire que l'école doit aussi être *« un lieu du vivre-ensemble »* et jouer un rôle de socialisation. Certains vont plus loin dans leurs attentes : l'école est là pour fournir un cadre et imposer une certaine discipline, elle doit aussi développer la culture générale (musique, histoire, arts plastiques), éveiller la curiosité intellectuelle des élèves et leur donner les clés pour qu'ils puissent jouer leur rôle de citoyen. Les jeunes réclament une préparation à l'autonomie, qui passerait par une éducation budgétaire, l'apprentissage du code de la route, des ateliers de recherche d'emploi, etc.

Bref, la mission de l'école est loin de faire consensus et la feuille de route est chargée.

UNE ORIENTATION PAR DÉFAUT

« Il faut qu'ils nous laissent essayer, même si c'est sur un temps court s'ils ont un doute ! Même si on veut aller en L et qu'on est nul en français ! »
Sarah, 16 ans

« L'orientation ne devrait pas se faire sur les notes, mais sur les envies. »
Romain, 21 ans

Si les jeunes demandent à être aidés dans leur choix, ils veulent avoir le dernier mot sur leur orientation professionnelle. Or, plusieurs d'entre eux déplorent le fait que les décisions d'orientation se fondent sur le niveau et les bulletins scolaires, et non sur la motivation : *« J'avais des idées en troisième, mais le prof m'a cassé, il disait que je n'avais pas le niveau : je voulais bosser dans la radio. Il m'a dit que ce n'était même pas la peine d'essayer, vu mon niveau. »* Certains ajoutent qu'il est compliqué de s'informer et d'échanger sur leur orientation.

Trop de jeunes arrivent en filière professionnelle sans conviction. Ils y « échouent », souvent contraints, faute de mieux, avec le sentiment *« qu'ils n'avaient pas leur place ailleurs »*. Un sentiment renforcé par l'image encore déplorable de la voie professionnelle telle qu'elle est véhiculée par la société. *« À la base, je voulais continuer l'école normale. Mais je n'avais pas des bonnes notes. Du coup, on m'a orientée dans un CAP que je n'avais pas choisi. Mais ça ne me donnait pas envie de me lever pour y aller… »* Pour ces élèves, quel impact sur l'estime de soi ! Ils se disent déçus et résignés.

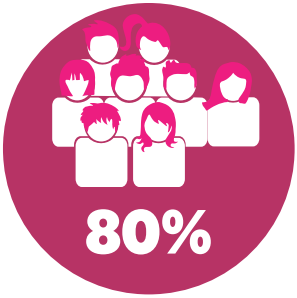
LES ÉLÈVES ISSUS DE FAMILLES DÉFAVORISÉES SONT TROIS FOIS PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE EN ÉCHEC SCOLAIRE[18]

18 Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), *Inégalités sociales et migratoires. Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités ?*, Rapport scientifique, septembre 2016.

D'autant qu'une fois engagés dans une voie, il leur est difficile de changer de filière. Outre des déceptions, des frustrations et des erreurs de parcours, cela peut engendrer, en amont, une peur de l'orientation. Les jeunes craignent de s'engager vers un métier qui ne leur plairait plus, et d'y rester « bloqués ». Ils souhaiteraient pouvoir tester leur projet d'orientation au cours d'un stage court ou expérimenter différents métiers.

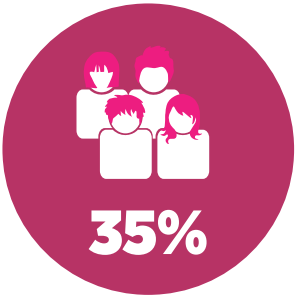
DONNER DU SENS AUX APPRENTISSAGES

Les parents interrogés pensent que les jeunes sont parfois enfermés dans des méthodes d'apprentissage trop figées. Pour eux, les enseignants devraient être davantage formés pour mieux s'adapter aux nouvelles technologies et pédagogies et mieux détecter les difficultés des élèves. Ils aimeraient que les enfants prennent du plaisir à apprendre, avec des outils adaptés, sans se sentir sanctionnés.



DES ÉLÈVES DES ÉTABLISSEMENTS LES PLUS FAVORISÉS MAÎTRISENT LES COMPÉTENCES ATTENDUES EN FRANÇAIS EN FIN DE TROISIÈME

CONTRE



DANS LES ÉCOLES LES PLUS DÉFAVORISÉES[19]

19 *Idem*.

NOUS Y CROYONS

Pour que l'école puisse remplir ce rôle fondamental qu'on lui octroie, elle doit faire de la souplesse son maître mot : souplesse pour les élèves, souplesse pour les enseignants, souplesse pour expérimenter, souplesse pour les établissements, l'organisation du temps, la répartition des élèves, l'articulation des filières…

CHOISIR SON ORIENTATION, ET NON LA SUBIR

Au moment de faire leur choix, les élèves ont besoin d'être accompagnés de professionnels, d'enseignants et d'acteurs du marché du travail (chefs d'entreprise, responsables des ressources humaines, etc.) susceptibles de les aider à prendre une décision éclairée. Il est important qu'ils puissent être réorientés si le cursus emprunté ne leur convient pas.

VALORISER TOUTES LES RÉUSSITES

L'école est un tout. Au-delà des enseignements scolaires, c'est un lieu de vie, de découvertes, d'apprentissage de l'altérité et du vivre-ensemble. Il est important de donner à chacun les possibilités de s'épanouir en dehors du cadre strictement scolaire en lui ouvrant l'accès à des clés de compréhension du monde (culture, complexité, réflexivité, etc.) et en lui permettant de développer ses talents et ses passions.

PERMETTRE L'INNOVATION

L'objectif de l'innovation, ce n'est pas la réussite d'un élève « théorique »… C'est la réussite de Djibril ou de Laurine, dans son apprentissage de la lecture ou du calcul. Cela signifie des réponses au cas par cas mais aussi une approche plurielle et concertée autour de l'enfant au sein des équipes pédagogiques. Chaque professionnel, avec sa compétence, y agissant en complémentarité en vue de l'épanouissement de l'enfant. La

contrepartie de l'innovation, c'est l'évaluation. Elle est nécessaire pour mesurer ce qui bénéficie aux jeunes et mieux le diffuser ou pour améliorer ce qui ne fait pas ses preuves et ne répond pas suffisamment aux objectifs.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

En complément de l'offre éducative et scolaire d'un territoire en plein essor démographique, le collège Saint-Roch (Tarn-et-Garonne) offre une palette de supports pédagogiques, adaptés à des profils diversifiés : option aéronautique, section de jeunes sapeurs-pompiers, sections sportives (escalade, foot, rugby…), ateliers d'art en tout genre (chorale, théâtre, cirque)… Face à la diversité des parcours qui lui sont proposés, l'élève peut trouver sa propre voie de réussite et d'excellence et regagner confiance en lui pour apprendre.

NOUS PROPOSONS

 # 5 Une plus grande autonomie financière et pédagogique des établissements scolaires pour permettre le développement des innovations pédagogiques.

Il est possible de favoriser l'expérimentation et de mieux accompagner les équipes pédagogiques, notamment en développant la formation continue, en réservant un temps dédié à ces projets, des heures de concertation rémunérées et un accompagnement dans le cadre de « recherche-action ». Il est en parallèle nécessaire de renforcer l'évaluation et la mesure d'impact.

 # 6 Un accompagnement personnalisé de chaque jeune dans son orientation scolaire et professionnelle.

À l'image du « parcours Avenir[20] », chaque jeune pourrait avoir, dès la sixième, un tuteur interne (enseignant, membre de la vie scolaire, jeune plus âgé) et un tuteur externe (adulte qui connaît le jeune dans sa vie personnelle : un entraîneur sportif, un animateur de club, etc.). Ensemble, ils réaliseraient un portfolio de ses réussites, scolaires et extrascolaires, à partir duquel le jeune pourrait construire son projet d'orientation.

20 Inscrit dans la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République du 8 juillet 2013, le parcours Avenir permet à chaque élève, de la sixième à la terminale, de construire progressivement son orientation et de découvrir le monde économique et professionnel.

CHAPITRE 4

UNE ÉCOLE POUR TOUS ET AVEC TOUS

« En cinquième, je venais en classe, je séchais parfois, je parlais mal aux professeurs et je me bagarrais [...]. Aujourd'hui, si je devais donner un conseil à d'autres jeunes comme moi, je leur dirais : "Arrêtez de faire des bêtises ! À force, vous ne trouverez ni école, ni travail." »
Yanis, 14 ans

Comment explique-t-on que, chaque année encore, près de 100 000 élèves restent sur le bord de la route et quittent le système scolaire sans diplôme et sans qualification ?

Le décrochage scolaire est un processus lent et complexe, qu'il s'agit de repérer dès que possible. Il peut être évité à condition d'être attentif aux signaux faibles qui apparaissent parfois très tôt dans la scolarité, et de créer les conditions d'un apprentissage réussi dans un environnement scolaire sécurisant et bienveillant.

ILS L'ONT DIT

Qui sont les jeunes qui décrochent ? Le plus souvent, ce sont des élèves qui ont réussi à surnager durant tout le primaire. Au collège, les notes chutent, la démotivation gagne du terrain, il est difficile de se mettre au travail, de s'organiser. *« Avant, je ne*

me levais plus pour aller en cours. Et quand j'y allais, j'avais la boule au ventre.» Et souvent, il est trop tard : le jeune « lâche » l'école, littéralement.

ACCROCHER LES ENFANTS À L'ÉCOLE

« Je ne suis pas décrocheur. C'est faux ! C'est juste que je n'ai jamais accroché. »
Hassan, 14 ans

Les premières années de scolarité sont cruciales pour s'engager dans les apprentissages fondamentaux. L'enjeu est de ne pas sombrer dans un engrenage : entrer en CP avec des bases fragiles ; quitter le primaire sans savoir lire, écrire, compter correctement ; traverser le collège en passager clandestin : *« Au collège, beaucoup d'élèves décrochent parce qu'ils ne savent pas où ils vont. »* Les jeunes participants de la concertation le disent : ils ne se désintéressent pas de l'école car ils sont conscients de ce qu'elle représente dans la construction de leur avenir. Ils soulignent néanmoins que l'école ne s'adapte pas à ceux qui ont des difficultés : *« Il faudrait en début d'année que les professeurs interrogent les élèves sur leur manière d'apprendre pour adapter les modes d'apprentissage »* suggèrent-ils.

Quant aux parents, ils évoquent la nécessaire bienveillance de l'enseignant vis-à-vis d'un enfant qui est en difficulté scolaire : *« Si on se met au rythme de l'enfant, et pas que au rythme de la classe, l'enfant comprendra mieux, il décrochera moins, il se rendra compte de l'importance qu'il a pour son professeur. »*

TROUVER LE BON CADRE

« C'est pour m'éviter les trajets que mes parents m'ont mis à l'internat… On est aidés par les éducateurs et on peut s'entraider. » Si certains parents ont choisi l'internat pour des raisons de commodité (éloignement du domicile, horaires de travail décalés, etc.), d'autres ont envisagé cette solution pour des motifs différents : ils souhaitent pour leur enfant, et notam-

ment l'adolescent avec qui les relations se tendent à la maison, un *« cadre équilibré ». « Avant [l'internat], ça n'allait plus du tout. En tant que maman seule, je ne savais plus quoi faire, ma fille ne supportait plus l'autorité. »*

Les jeunes aussi revendiquent le besoin d'un cadre : *« Avant, chez moi, mes parents étaient jamais là, je pouvais faire ce que je voulais. Du coup, je ne travaillais pas trop et j'allais pas trop à l'école. Depuis que je suis à l'internat, je suis obligé de me lever ; les profs et les éducateurs sont derrière moi et ils me boostent autant pour le foot que pour les maths. »*

Les jeunes ne cachent pas que l'adaptation à l'internat est longue et difficile et que la séparation avec leur famille est parfois lourde à supporter. Mais ils reconnaissent aussi que la présence des éducateurs est indispensable pour les aider à grandir : *« L'éducation, ici [à l'internat], elle est faite par les éducateurs. Ils savent qu'on peut être sérieux et qu'ils peuvent nous faire confiance. »*

SE REMOBILISER : OUI, MAIS COMMENT ?

Grâce aux mesures gouvernementales, au travail de prévention des équipes enseignantes ou parfois aussi à un sursaut individuel, certains jeunes ont le désir de « raccrocher ». Mais alors que toutes les énergies devraient s'allier pour faciliter ce retour à la vie d'élève, certains ont le sentiment que c'est le parcours du combattant.

LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE COÛTE À LA SOCIÉTÉ PRÈS DE 230 000 EUROS PAR ENFANT AU COURS DE SA VIE[21]

Délais de réinscription trop longs, soutien administratif insuffisant, refus d'inscription, manque de place dans les établissements, cloisonnement des acteurs, accompagnement social insuffisant… Des obstacles viennent bloquer la remobilisation des jeunes, qu'elle se fasse en milieu scolaire ou en voie professionnelle. Et cela est d'autant plus difficile pour des jeunes issus des structures de protection de l'enfance : *« Après la classe relais*[22]*, je ne suis plus retournée à l'école. Comme j'étais en foyer, l'inspection académique ne s'est pas trop occupée de moi, alors qu'on les appelait tous les jours… J'avais 13 ans. »*

LES PARENTS SUR LE BANC DE TOUCHE

« À chaque fois que je voulais rencontrer les professeurs pour discuter de ma fille, ils me disaient juste "elle n'est pas assez mature", et ils ne me donnaient pas d'explication. J'ai fait

21 Ministère de l'Éducation nationale, *Évaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire*, novembre 2014.

22 Dispositif de remobilisation scolaire, hors de l'établissement scolaire d'origine du jeune.

intervenir un médiateur qui a expliqué aux professeurs qu'elle avait besoin d'être sollicitée parce qu'elle manquait de confiance en elle.»
Myriam, 43 ans

De nombreux parents partagent le sentiment d'être très éloignés de l'école, même si les raisons sont diverses : une histoire personnelle difficile avec l'école, la mauvaise maîtrise du français, l'illettrisme, une grande vulnérabilité sociale… Et pourtant, les parents aussi souhaitent la réussite de leur enfant : *« Tout commence par les parents. Avant qu'il [l'enfant] ne décroche, il faut que les parents [le] mettent en confiance. »*

JEUNES SONT SORTIS DU SYSTÈME SCOLAIRE SANS DIPLÔME[23]

23 Bilan du plan de lutte contre le décrochage scolaire du ministère de l'Éducation nationale, novembre 2016.

L'institution « école » adopte parfois une attitude perçue comme trop condescendante par des parents en difficulté qui se sentent stigmatisés, culpabilisés voire inconsidérés et souhaitent qu'une attention particulière leur soit portée. Certains parents expliquent pudiquement qu'ils se voient renvoyés à leur propre échec scolaire, *« pas à leur place »*.

NOUS Y CROYONS

On parle beaucoup de lutte contre le décrochage. Mais nous pensons qu'il est d'abord important d'agir pour l'« accrochage » des enfants à l'école.

CRÉER LES CONDITIONS POUR PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE

Le retard pris dans les premières années de la scolarité se comble très difficilement. Il pénalise trop souvent la vie professionnelle future. L'attention portée à l'enfant dès son plus jeune âge, à son rythme d'apprentissage, à ses difficultés comme à ses réussites, l'accompagnement personnalisé, le croisement des regards, sont autant de conditions qui favorisent l'« accrochage » de l'enfant à l'école. Chaque enfant, chaque jeune, dans sa personnalité, est en effet « capable » de réussir.

L'ÉCOLE NE PEUT PAS TOUT TOUTE SEULE

Grâce à des pédagogies alternatives, adaptées, personnalisées et collaboratives, l'enfant peut donner du sens à ses apprentissages et s'approprier ce qu'il apprend. C'est aussi en favorisant l'épanouissement scolaire qu'on permet aux jeunes de progresser sur leurs difficultés comportementales.

Parents, enseignants, entreprises, professionnels, acteurs de terrain ou de proximité, État et collectivités… : dans la

question de la prévention du décrochage et du raccrochage scolaire, l'alliance éducative entre tous ces acteurs est indispensable.

CHAQUE ÉLÈVE EST UNIQUE

Quand un adolescent qui n'est plus sous obligation scolaire quitte l'école sans diplôme et sans qualification, il hypothèque son avenir. Mais le retour à l'école n'est pas forcément LA solution. L'enjeu est de parvenir à mettre en place des réponses adaptées au profil des jeunes, en fonction de leur âge, de leur situation familiale, de leurs compétences, de leurs projets et de leurs besoins.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

À Saint-Étienne, école rurale du Haut-Médoc (Gironde), l'utilisation des tablettes numériques, avec le soutien de la Fondation Orange, se révèle un déclencheur de curiosité, d'envie de faire et de plaisir d'apprendre. L'expérience s'adresse à des enfants isolés géographiquement, peu stimulés par leur environnement et présentant des difficultés d'apprentissage et d'adaptation au cadre scolaire. Les enseignants et les éducateurs ont été formés conjointement à l'utilisation de ces tablettes. Dans toutes les classes, le support numérique permet d'adapter le rythme des apprentissages à celui de chaque enfant.

L'internat éducatif et scolaire accueille une trentaine d'écoliers issus de familles monoparentales pour certains, de familles isolées socialement, en recherche d'emploi ou travaillant en horaires atypiques. En collaboration étroite avec ces familles, l'internat offre un espace de vie sociale et un soutien dans la continuité des apprentissages scolaires. Sur les temps périscolaires, diverses activités d'éveil sont proposées : percussions, relaxation, jeux de société, arts plastiques, sorties culturelles et intergénérationnelles en lien avec des associations locales.

NOUS PROPOSONS

#7 Le renforcement du soutien éducatif et pédagogique dès le plus jeune âge, en particulier dans les zones urbaines et rurales en difficulté.

Dans un souci de prévention des difficultés scolaires et du développement du lien social, il est nécessaire de favoriser la stimulation et la structuration du langage oral en accueillant l'enfant, dès son plus jeune âge, dans des structures d'accueil collectif : crèche, jardin d'enfant, « très petite section » d'école maternelle, etc.

L'apprentissage et la maîtrise de la langue française sont un enjeu primordial : les déficits langagiers notamment, qui s'ancrent dès la maternelle, entravent lourdement le bon déroulement de la scolarité d'un enfant.

#8 Le développement des internats éducatifs et scolaires.

Les internats éducatifs et scolaires proposent un cadre structurant et un suivi éducatif adapté afin de permettre à des jeunes, en difficulté scolaire (et souvent familiale) ou en cours de décrochage, de renouer avec les apprentissages et de repartir sur de bonnes bases, dans leurs études, comme dans la vie.

#9 Le développement des relations entre l'école et les parents.

Les espaces parents à l'intérieur des établissements scolaires sont des lieux d'échange et de réflexion entre parents et professionnels. Il est aussi important de mieux former les enseignants à l'approche sociale de leur métier pour faciliter le dialogue, notamment avec les familles les plus éloignées de l'école.

MOI ET MON AVENIR

Un parcours du combattant pour lequel certains arriveraient bien armés et eux, les mains vides : voilà comment les jeunes en difficulté se représentent l'entrée dans la vie d'adulte.

Pour pouvoir disposer des mêmes chances que les autres, ces jeunes ont certes besoin d'une formation et d'un diplôme. Mais ils doivent surtout avoir le temps de construire un parcours à leur mesure.

Or le temps est un luxe pour la majorité d'entre eux. Les uns sont pressés de gagner leur vie et de libérer leur famille du poids de leur subsistance ; quand les autres sont contraints par la fin imminente de leur prise en charge par les services de l'Aide sociale à l'enfance.

Pour se préparer à demain, il leur faut donc du temps et le soutien de l'ensemble des acteurs de la société : institutions publiques, école, entreprises, associations.

La mobilisation sociale, la création de liens autour des jeunes, et particulièrement de ceux qui sont les plus éloignés des dispositifs de droit commun, sont indispensables pour leur permettre de libérer leurs potentiels, de se réaliser pleinement et de prendre leur place dans la société.

« Quand on a 18 ans, l'État pense qu'on est adultes mais en fait on n'est pas autonome. »

Simon, 19 ans

CHAPITRE 5

ENTRER DANS LA VIE ACTIVE

« J'ai arrêté l'école parce que ça ne servait à rien d'avoir des diplômes pour rien avoir derrière. »
Bryan, 16 ans

C'est une priorité pour les jeunes : trouver du travail. Mais comment ? Et pour quoi ? Les jeunes participant à la concertation expriment leur envie d'indépendance. Ils veulent réussir et se montrer dignes de la confiance des adultes en général et de leur employeur en particulier.

ILS L'ONT DIT

Leur enthousiasme se heurte bien vite à la difficulté de s'insérer sur le marché du travail : décalage entre leur qualification et les profils recherchés, accès aux stages limité, barrières administratives, problèmes de mobilité, etc.

L'ENTREPRISE : CETTE TERRE INCONNUE

« Il faut adapter les études au marché de l'emploi.
Dans certaines formations on apprend des choses différentes de ce qui nous est demandé au boulot. »
Mathieu, 18 ans

Voici au moins un point sur lequel jeunes et chefs d'entreprise sont d'accord : il existe un fossé entre l'école et l'entreprise. Les jeunes se disent insuffisamment préparés aux codes et aux normes du marché du travail, quand 75 % des dirigeants estiment que le monde de l'école n'est pas adapté au monde du travail[24].

Les entreprises ne savent pas toujours comment communiquer avec des stagiaires et des apprentis, ni quelles missions et quel accompagnement proposer. Les tâches confiées au jeune ne sont pas toujours à la hauteur de ses attentes et de ses connaissances : *« Les patrons peuvent abuser. On peut être pris pour un larbin ! J'ai passé le balai dehors toute la matinée pendant quatre heures quand j'étais en formation transport logistique ! »* Ce décalage peut entraîner une forte démotivation : *« On n'est pas là pour faire le café, il faut remettre tout le système en question ! »*

UN DIPLÔME QUI NE PROTÈGE PLUS

« Bientôt, pour travailler chez McDo, il faudra avoir un grand bac. »
Morgane, 17 ans

Les jeunes ont une relation ambivalente au diplôme. Si son obtention est clairement un atout pour accéder à l'emploi, ils ont par ailleurs le sentiment qu'il ne les protège plus du chômage. Et ils craignent que demain, les entreprises en demandent toujours plus, car les nouvelles technologies, les nouvelles façons de travailler ne sont plus celles que leurs parents ont connues, ni même leurs grands frères. *« Il y a des lois qui passent, genre la retraite. C'est la crise. Tout le monde répète qu'on ne trouvera pas de travail. Avant, il n'y avait pas besoin de diplôme pour trouver un travail. On se faisait virer le matin, on retrouvait un travail le lendemain. C'était dans les années 1970. »*

24 Baromètre « Jeunesse et confiance 2015 » réalisé par OpinionWay et le think tank Vers le Haut.

JEUNE ISOLÉ CHERCHE TUTEUR

« J'aimerais que quelqu'un m'accompagne dans mes démarches. »
Ophélie, 19 ans

Les jeunes se sentent souvent délaissés et demandent à être accompagnés dans la réalisation de leurs projets. Parrainage, tutorat, mentorat, adultes référents… La terminologie est riche pour désigner la diversité des modes d'accompagnement, de « compagnonnage » auxquels les jeunes se disent favorables. Ils estiment en effet avoir besoin d'appui et de soutien pour cheminer dans leurs parcours tant du point de vue social que professionnel : *« Si on n'a pas nos parents à côté, on a du mal à s'y retrouver avec les paperasses et tout. »*

LE TAUX DE CHÔMAGE DES 15-24 ANS ATTEINT 23,7 % DE LA POPULATION ACTIVE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016[25]

25 Insee, enquête Emploi, août 2016.

APPRENDRE EN « FAISANT »

« Je passe trois semaines sur quatre chez mon employeuse, gérante d'une boutique de fleurs, qui a déjà un salarié. Du coup, j'intègre plus facilement les notions demandées pour l'examen. »
Justine, 17 ans

Les jeunes apprécient la pratique, les mises en situation qui leur permettent de mettre un pied dans le monde du travail et d'être rapidement « employables », même si contrairement aux idées reçues, la voie de l'alternance est plus exigeante que ne l'est la formation traditionnelle. Il faut s'adapter au cadre de l'entreprise, dont beaucoup ne maîtrisent pas les codes. Mais pour des jeunes bien épaulés et qui s'accrochent, c'est un véritable atout pour s'insérer dans la vie active.

CRÉER MA BOÎTE : POURQUOI PAS MOI ?

« Nous avions l'idée de monter une boîte, mais on se dit toujours que ce n'est pas possible, pas pour nous. Trop compliqué financièrement, trop de responsabilité, de freins à lever. »
Élodie, 25 ans

La création d'entreprise est considérée comme un parcours du combattant, y compris par des jeunes ayant étudié dans les meilleures écoles. Imaginons alors ce qu'il en est pour les moins qualifiés… Sans diplôme, sans réseau et avec une connaissance limitée des rouages administratifs, ils ont tendance à baisser les bras. Pourtant l'envie est là et il suffirait d'un coup de pouce pour mettre en œuvre leur idée.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

Lancé en 2015 par Apprentis d'Auteuil à Marseille (Bouches-du-Rhône), l'Ouvre-Boîte accompagne dans la durée les jeunes faiblement qualifiés qui souhaitent se lancer dans la création d'entreprise.

Structuré par filières (restauration, bâtiment, export, etc.), l'Ouvre-Boîte propose une formation sur douze semaines au management d'entreprise, suivie d'une période d'essai en conditions réelles : boutique éphémère ou restaurant pour un test grandeur nature durant quelques mois par exemple.

L'objectif est de rendre accessible aux jeunes femmes et hommes de moins de 25 ans le vocabulaire et les concepts économiques. Chaque entrepreneur est également accompagné par un chef d'entreprise ou un cadre dirigeant bénévole.

NOUS Y CROYONS

Entrer dans la vie active, c'est entrer de plain-pied dans la société, en devenir un rouage et contribuer à sa richesse. C'est pourquoi l'insertion ne peut rester la seule préoccupation des jeunes mais doit devenir celle de la collectivité.

REVALORISER LA VOIE PROFESSIONNELLE

La voie professionnelle est une école de toutes les intelligences, et notamment l'intelligence du geste. Elle est encore trop souvent dévalorisée, alors même que les modalités d'apprentissage exigent des jeunes une importante maturité psychique et intellectuelle (pratique en entreprise, prise de recul lors de la

formation théorique, adaptation aux contraintes liées au statut de salarié, etc.).

ENCOURAGER LES JEUNES ENTREPRENEURS

L'entreprenariat n'est pas réservé à ceux qui ont eu la chance d'avoir un diplôme ou de bénéficier du bon réseau. De nombreux jeunes sont capables d'entreprendre, même s'ils sont peu qualifiés, peu expérimentés ou au chômage. Pépinières d'entreprises, jeunes pousses, Fab Lab, start-up, entreprenariat… L'émergence d'initiatives montre l'actualité et la pertinence du modèle.

UN MOT D'ORDRE : S'ENGAGER !

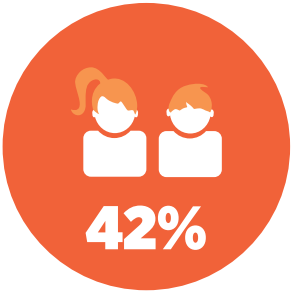
Il est indispensable d'aborder les problématiques d'insertion professionnelle du point de vue de recruteur. Certaines entreprises peinent à recruter sur des métiers en tension et cherchent à développer leur politique RSE[26]. Elles font preuve d'un engagement sans faille auprès des jeunes éloignés de l'emploi. Embaucher un jeune sorti précocement du système scolaire suppose une implication de la part des salariés pour qu'il puisse se sentir en confiance dans l'entreprise et y assimiler les codes.

La création sur mesure de formations qui offrent de réelles perspectives d'emploi et proposent un accompagnement personnalisé des jeunes pour garantir leur maintien dans l'activité est un enjeu d'avenir.

26 Responsabilité sociétale (ou sociale) des entreprises.

SUR LE 1,9 MILLION DE NEETs[27]

N'ONT PAS DÉPASSÉ LE LYCÉE



N'ONT PAS DÉPASSÉ LE COLLÈGE

27 Jeunes « ni étudiants, ni employés, ni stagiaires ».

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

En 2014, Apprentis d'Auteuil et le groupe Monnoyeur ont conçu ensemble une formation aux métiers de la mécanique industrielle, le dispositif Turbo, répondant aux besoins en main-d'œuvre de l'entreprise. Dix-neuf jeunes jusqu'ici NEET ont suivi un premier module de préformation, avant de poursuivre, pour 16 d'entre eux, en contrat de professionnalisation. Un an et demi plus tard, sept d'entre eux ont été embauchés par le groupe Monnoyeur et deux autres poursuivent leurs études en BTS en alternance dans le groupe.

Pleinement impliqués, les salariés de l'entreprise ont accompagné les jeunes à toutes les étapes de leur formation pour leur donner les moyens et l'envie de décrocher leur diplôme.

NOUS PROPOSONS

#10 **La co-construction et la validation systématique de toute évolution du système de formation/insertion professionnelle** par les parties prenantes : jeunes, familles, école, entreprises…

#11 **La promotion des dispositifs d'insertion professionnelle coconstruits** en jouant sur les complémentarités entre les acteurs publics, les entreprises et les acteurs associatifs : des formations ajustées aux réalités du marché du travail, au plus près des besoins des entreprises et répondant à un enjeu social.

LEVONS LES FREINS !

« L'autonomie ce n'est pas une question d'avoir la majorité, c'est une question de responsabilité et de savoir prendre des initiatives. »
William, 18 ans

Quand on pose la question aux jeunes : *« C'est quoi pour vous, être adulte ? »*, ils répondent : *« C'est avant tout savoir se prendre en charge. »* Être indépendant financièrement, avoir un logement, être mobile… Voilà ce qui conditionne l'autonomie.

ILS L'ONT DIT

Selon les situations, la majorité et ce qu'elle permet (permis, logement, travail) interviennent trop tard dans une autonomie déjà en marche. *« Moi, après le bac, je me vois pas retourner chez mes parents : je me suis trop habitué à me gérer tout seul… »* Pour d'autres, 18 ans c'est trop tôt pour voler de ses propres ailes.

C'EST QUOI ÊTRE INDÉPENDANT ?

« Pour moi, l'autonomie, ce n'est pas seulement se faire à manger et laver son linge. C'est plus une question de responsabilité et de maturité. »
Laurène, 20 ans

Le seuil symbolique des 18 ans, qui marque le passage à l'âge adulte, n'apparaît pas toujours pertinent pour les jeunes consultés.

Les jeunes se considèrent comme adultes lorsqu'ils sont indépendants, d'un point de vue financier. Mais ils évoquent aussi d'autres critères d'émancipation davantage liés à une autonomie sociale : le fait de fonder une famille ou de vivre seul par exemple.

Ce premier pas vers l'intégration sociale est intrinsèquement lié à l'accès à un emploi stable, mais aussi à de bonnes conditions de logement, une couverture santé, la possibilité de se déplacer ou de développer son savoir-être en société et au travail : *« Être autonome, c'est avoir plus de responsabilités… et des sous, pour pouvoir se gérer : le scooter, la cuisine, les sorties, par exemple. »*

CEUX QUI SONT MOBILES ET LES AUTRES

« Avoir son permis, ça transforme la vie ! Je vais pouvoir me réorienter professionnellement. Mon projet, c'est de vendre des pierres sur les marchés et de faire des massages à domicile. »
Djemila, 24 ans

Exigé explicitement dans de nombreuses annonces d'emplois, le permis de conduire est également nécessaire pour se rendre sur son lieu de travail ou exercer une activité indépendante, notamment en milieu rural. Or, ce permis de conduire s'avère trop coûteux et inaccessible pour les jeunes en situation de précarité. Pour certains, l'examen même est trop difficile.

Bien souvent, la question de l'obtention du permis de conduire, bien que réelle, masque un problème plus large d'accès aux transports et de mobilité – un enjeu pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

De plus, les jeunes ne connaissent pas toujours les dispositifs d'aides dont ils peuvent bénéficier en ce domaine.

La question de la mobilité recouvre également celle de la « mobilité psychologique ». Peur de l'inconnu ou du changement,

habitudes prises en famille… autant de facteurs qui peuvent limiter les déplacements d'un jeune : *« Moi, je n'ai pris le train qu'une seule fois dans ma vie ! »* Et c'est encore plus vrai en zone rurale, où le sentiment d'isolement est renforcé. *« Ici, c'est perdu. Si on n'a pas d'argent, on ne bouge pas. On reste chez nous. On est un peu éparpillés dans toute la région, faut prendre le train ou le bus. Et pour ça, il faut des moyens. »*

Un clivage très fort dans la société sépare ceux qui bougent, généralement parce qu'ils en ont les moyens, et ceux qui ne se déplacent pas, maintenus à demeure par l'isolement ou la précarité.

DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, UN PARCOURS DU COMBATTANT

« L'administration est trop opaque, c'est difficile de savoir les droits qu'on a, les aides qu'on pourrait avoir. »
Guillaume, 18 ans

La complexité des démarches est ressentie de manière très forte par les jeunes : *« On formule en plusieurs mots compliqués une idée simple. Le langage administratif est compliqué. Et puis, il faudrait avoir affaire à un seul interlocuteur ! »*

Ils sont confrontés à de réelles difficultés pour se repérer dans l'administration et mener des démarches administratives. Le déficit d'information, l'opacité des formulaires, le manque de soutien, l'anonymat de l'interlocuteur, les contradictions éventuelles dans les réponses obtenues auprès de différents services sont autant d'obstacles qui complexifient les situations et découragent. *« Nous ne sommes pas des numéros de dossiers ! »* disent-ils.

Parfois aussi, les jeunes ne sont tout simplement pas au courant de l'importance de certaines démarches. Par exemple, peu de jeunes savent que le fait de remplir une déclaration d'impôt est essentiel, même lorsque l'on n'a pas de revenus : *« Après le bac, on va être dispatchés dans toute la France. Beaucoup d'entre*

nous vont chercher des appartements, des aides, des papiers. Tout seul, c'est vraiment trop compliqué.»

Ces obstacles impactent directement le quotidien dans de multiples domaines : santé, logement, transports, insertion professionnelle, aides sociales et financières, etc.

Les difficultés d'accessibilité au logement constituent un frein particulièrement fort à l'installation des jeunes dans une vie autonome et entravent leur désir d'émancipation. La législation en matière d'aide au logement est difficilement accessible et compréhensible. Il est fréquent qu'un jeune ne connaisse pas les démarches à effectuer pour obtenir une aide. Par ailleurs, les conditions d'attribution sont très exigeantes. *« C'est quand j'aurai mon propre logement que je pourrai dire que je suis autonome. Mais avoir son logement à soi, c'est galère. On nous dit qu'on n'a jamais le bon profil. Alors si t'as pas les garants qu'il faut, la seule solution c'est le foyer de jeunes travailleurs.»* Beaucoup sont dans l'incapacité par exemple de trouver un proche qui puisse se porter garant.

7 JEUNES SUR 10
SONT OU ONT ÉTÉ CONFRONTÉS À DES DIFFICULTÉS DANS LEUR ACCÈS AU LOGEMENT[28]

28 *L'accès au logement, déterminant pour l'autonomie des jeunes*, 7e rapport de l'Observatoire de la jeunesse solidaire, mars 2015.

DOUBLE PEINE POUR LES PLUS ÉLOIGNÉS DES DISPOSITIFS

Cette complexité est ressentie de façon encore plus aiguë par les plus fragiles : immaturité, problème de mobilité, situation d'illettrisme ou absence de qualification, isolement, durée de certaines démarches incompatible avec des situations d'urgence, incompréhension administrative. Beaucoup « lâchent l'affaire ». Les plus marginalisés sortent des radars de l'administration et des missions locales. En fonction des dispositifs de remobilisation qu'ils intègrent, ils n'ont pas forcément droit à un statut et à une rémunération.

À LEUR ARRIVÉE EN MISSION LOCALE,
40 % À 50 % DES JEUNES
NE POSSÈDENT PAS D'ADRESSE ÉLECTRONIQUE[29]

NOUS Y CROYONS

Quand des services dédiés à l'accompagnement dans l'insertion sont mis en place, les résultats sont là.

29 *Les Cahiers Connexions Solidaires*, nº 2, 1er trimestre 2015.

FAVORISER L'INSERTION SOCIALE

Même si l'accès à l'emploi est une préoccupation majeure, il est nécessaire de proposer aux jeunes un accompagnement global, dans toutes les dimensions de leur vie (logement, mobilité, santé, etc.), pour favoriser à la fois leur insertion professionnelle mais aussi leur insertion sociale. L'enjeu est de mettre en place des solutions adaptées au profil de chaque jeune, en fonction de son âge, de sa situation familiale, de ses compétences, de son projet.

L'AUTONOMIE, ÇA SE CONSTRUIT ET ÇA S'ACCOMPAGNE

En accompagnant les jeunes dans les différents domaines que sont le logement, la santé, la formation et l'emploi, on favorise l'acquisition des compétences sociales et la construction de liens. Mis en situation d'autonomie sans être pour autant « lâchés » et livrés à eux-mêmes, les jeunes expérimentent le quotidien d'adulte responsable et autonome, jusqu'à se sentir prêts à voler de leurs propres ailes. Le risque de rupture en est nettement diminué.

MIEUX INFORMER LES JEUNES SUR LEURS DROITS

Les jeunes les plus isolés sont souvent pénalisés dans leur accès aux dispositifs d'aides. En effet, alors qu'ils en ont le plus besoin, ils n'arrivent pas à trouver par eux-mêmes les renseignements nécessaires. Dans un souci d'équité, il est indispensable de permettre à ces jeunes d'accéder aux informations et aux aides dont ils peuvent bénéficier.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

Parce que la mobilité est l'une des clés de l'insertion, l'auto-école sociale AMEJ (Association pour la mobilité et l'emploi des jeunes) à Lyon (Rhône) propose une pédagogie spécifique et personnalisée à des jeunes demandeurs d'emploi ou en recherche de projet professionnel, sur prescription de Pôle emploi, des CCAS[30] ou des missions locales, mais qui ont un point commun : l'urgence d'obtenir leur permis pour travailler, sortir de leur isolement et pouvoir ainsi s'insérer socialement. Au-delà du coût réduit (600 euros au lieu de 1 200 euros en moyenne), les stagiaires bénéficient d'une pédagogie spécifique et de délais d'apprentissage adaptés à leur situation.

NOUS PROPOSONS

#12 La reconnaissance des dispositifs d'accompagnement et de remobilisation des jeunes qui ont pour objectif de ramener les plus fragiles d'entre eux vers une formation, un emploi, une qualification.

Il faut donner aux jeunes qui y sont inscrits le statut de « stagiaire de la formation continue » sur des modalités similaires à celles de la Garantie jeunes[31]. Afin de lever les freins administratifs à leur entrée dans la vie professionnelle, tous les jeunes, et notamment les plus fragiles, doivent pouvoir bénéficier d'un statut protecteur. Ce statut permet de déclencher

30 Centre communal d'action sociale.

31 Le dispositif « Garantie jeunes » est piloté par le ministère de l'Emploi, via les missions locales. Il est destiné aux jeunes de 16-25 ans pas ou peu diplômés. Pendant un an, le jeune bénéficie d'un accompagnement collectif intensif pour le préparer à l'univers de l'entreprise, d'immersions régulières en entreprise et d'une aide financière de 461,72 euros mensuels.

la possibilité d'une mise en situation professionnelle, permettant l'ouverture de droits relatifs à la protection santé, à la prise en charge des accidents du travail, à la rémunération, à l'accès au logement et aux transports. D'une manière générale, il est aujourd'hui nécessaire de mettre en discussion le principe d'un statut unique pour tous les apprenants afin de permettre une plus grande fluidité entre les différents types de formation et les périodes de travail.

#13 **Une meilleure articulation des dispositifs de remobilisation pour les jeunes**.
Établissement public d'insertion de la Défense (EPIDE), écoles de la deuxième chance, dispositifs « IEJ » (Initiative pour l'emploi des jeunes), Garantie Jeunes… La multitude d'acteurs, les modes d'interventions coûteux, le manque de lisibilité des dispositifs fragilisent la remobilisation des jeunes, particulièrement ceux qui sont le plus en difficulté. Il est nécessaire de concentrer les efforts financiers vers ces publics et de privilégier des dispositifs souples et intensifs, agissant à la fois sur une dimension sociale et professionnelle. Il est également souhaitable de concevoir des politiques publiques à partir de l'expérience et du diagnostic des acteurs de terrain et de passer d'une logique d'appel d'offres à une logique d'appel à projets à dimension territoriale.

CHAPITRE 7

LA GALÈRE DES SORTANTS DE PROTECTION DE L'ENFANCE

« Depuis que je suis parti, c'est trop dur. Par rapport au foyer, ce n'est pas pareil. J'avais des amis. Là où je suis, je ne parle à personne, je suis seul. Je vis avec des tickets de transport et la nourriture qu'on me donne. Ça me fait mal, c'est très dur. »
Pierre, 19 ans

La fin de la prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance tombe comme un couperet. Du jour au lendemain, les jeunes doivent s'assumer, trouver un logement, un travail, se nourrir… Pour ceux qui ont passé une longue période de leur adolescence, voire aussi de leur enfance, en collectivité, dans une Maison d'enfants à caractère social (MECS) par exemple, la fin de l'accompagnement peut sonner comme un abandon.

Pour ces jeunes, parfois désemparés par les démarches pratiques et administratives, le risque de solitude, voire de marginalisation, est grand.

ILS L'ONT DIT

Pour la plupart des jeunes, 18 ans est ressenti comme l'âge de la liberté : obtention du bac, démarrage des études supérieures, année d'obtention du permis, perspectives d'aventures à l'étranger, etc.

Pour les sortants de l'Aide sociale à l'enfance, c'est le saut dans l'inconnu : *« Le suivi des jeunes, ils le commencent mais ils ne le terminent pas. »*

18 ANS, L'ÂGE DE LA RUPTURE

« Tu fais deux ans à l'Aide sociale, et après on te laisse dans la rue. Il faut revoir le système. »
Gwendoline, 19 ans

Du jour au lendemain, l'aide publique obligatoire cesse (sauf si le jeune a signé un contrat jeune majeur[32]). Ces jeunes qui ont déjà vécu de nombreuses ruptures dans leur parcours se sentent particulièrement vulnérables : *« À 18 ans, on peut avoir un contrat jeune majeur, soit à la maison d'accueil, soit au foyer de jeunes travailleurs, soit dans des appartements. Mais on n'est pas toujours prêt pour vivre seul. »*

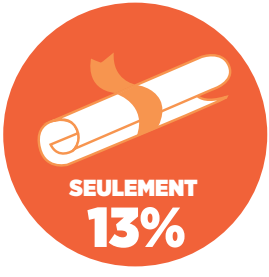
Même s'ils ont travaillé en amont dans leur établissement d'accueil sur les nouvelles responsabilités liées à la majorité et ont préparé leur sortie, la transition vers l'autonomie est jugée brutale, surtout par ceux qui ne peuvent pas compter sur un soutien familial : *« Même à 17 ans, on ne se prépare pas assez à être autonomes : faire nos machines, aller seul chez le médecin… »*

---

32 Ces contrats permettent de prolonger la prise en charge jusqu'aux 21 ans du jeune et au-delà si son année scolaire ou universitaire est engagée.

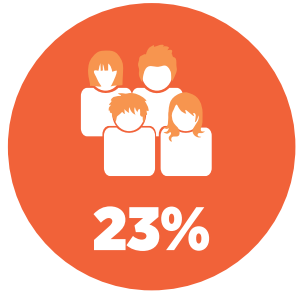
UNE PRÉPARATION INDISPENSABLE

« On se sent lâchés dans la nature… Il faut être sacrément sûr de soi pour s'en sortir à ce moment-là. » Les jeunes revendiquent le besoin d'être accompagnés, au-delà de leur majorité, jusqu'à ce que leur situation soit stabilisée. *« En fait, il faudrait avoir des temps de préparation : savoir gérer un budget, savoir faire ses courses, se nourrir correctement… Il faudrait faire passer à tous les jeunes des tests d'autonomie ! »*



DES JEUNES PLACÉS DE 17 ANS PRÉPARENT UN BAC GÉNÉRAL CONTRE 51 % DE CETTE CLASSE D'ÂGE[33]

33 « Comment les jeunes placés à l'âge de 17 ans préparent-ils leur avenir ? », Ined, *Documents de travail*, nº 227, juillet 2016.



DES PERSONNES SANS DOMICILE FIXE SONT D'ANCIENS ENFANTS PLACÉS[34]

NOUS Y CROYONS

La fin de la prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance se prépare avec le jeune et son entourage.

APPRENDRE L'AUTONOMIE

Pour prévenir les risques de rupture et préparer à l'autonomie, la sortie d'un jeune de l'Aide sociale à l'enfance s'anticipe et se travaille dès 16 ans, par paliers successifs au sein de son établissement d'accueil, mais aussi en partenariat avec des chargés d'insertion, des assistants de service social ou des conseillers en économie sociale et familiale…

34 « L'hébergement des sans-domicile en 2012 », *Insee Première*, nº 1455, juillet 2013.

ÊTRE BIEN ENTOURÉ POUR MIEUX S'ÉMANCIPER

Pour mener les jeunes sortants de l'Aide sociale à l'enfance vers l'autonomie – et notamment l'autonomie affective –, il convient d'élaborer un continuum éducatif et relationnel à la sortie des dispositifs. Les liens interpersonnels sont en effet indispensables pour se projeter dans la vie adulte et construire un projet. Il est tout aussi important de maintenir dans la mesure du possible les fratries au sein d'une même structure, pour permettre aux frères et sœurs de créer des liens forts et de poursuivre leur vie ensemble, à la sortie des dispositifs de protection de l'enfance.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

En navigation, la touline est le cordage qui permet l'amarrage d'un navire.

À Apprentis d'Auteuil, la Touline est le dispositif qui permet à 200 jeunes majeurs sortant de structures de protection de l'enfance de s'amarrer dans une vie d'adulte autonome et d'éviter les ruptures et l'isolement, dans un moment de grande vulnérabilité. À Lille, Dijon, Nantes, Paris et dans le Val-d'Oise, ces jeunes bénéficient d'un accompagnement personnalisé pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle, d'ateliers de recherche d'emploi et de mises en situation d'entretien. Ils sont aussi épaulés pour résoudre des questions matérielles, mais essentielles, concernant leur santé, l'alimentation ou le logement.

NOUS PROPOSONS

#14 Le développement, dans chaque département, de dispositifs dédiés à l'accompagnement des jeunes sortants des structures de l'Aide sociale à l'enfance.

Sur le principe de la garantie du droit de suite, il est nécessaire de créer des structures d'accompagnement. Réfléchies comme des espaces d'écoute et de rencontre, elles permettraient de prévenir la dégradation de la situation sociale des jeunes sortants de la protection de l'enfance, d'éviter la rupture de la formation en cours le cas échéant, et de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

#15 L'assouplissement de l'accès aux contrats jeunes majeurs.

Sommés, dès 18 ans, d'être totalement autonomes (logement, ressources, travail…), certains jeunes sont obligés d'interrompre ou d'abréger leur parcours de formation. L'accès à la majorité devient un couperet avec à la clé un risque de marginalisation, pouvant conduire à la rue. Nous proposons que chaque jeune accueilli dans les dispositifs de l'Aide sociale à l'enfance, inscrit dans un parcours d'insertion ou de formation et démuni de liens familiaux, puisse bénéficier d'un contrat jeune majeur.

SANS MA FAMILLE, LOIN DE MON PAYS

« Arrivé à la gare de Lyon, j'ai entendu un homme parler wolof. J'ai été le voir et il m'a accompagné à Brétigny en me disant que des gens du centre social m'amèneraient à l'Aide sociale à l'enfance. »
Abdou, 17 ans

Quel avenir pour les mineurs non accompagnés (MNA) qui arrivent en France dans une situation de dénuement et d'isolement, après des voyages souvent traumatisants ? Confrontés à la méconnaissance des processus administratifs, ils sont particulièrement vulnérables du fait de leur minorité.

ILS L'ONT DIT

« Nous avons la chance de vivre dans un pays plein de ressources et d'opportunités, un pays qui est riche en culture. »
Moussa, 18 ans

LE BESOIN DE CRÉER DU LIEN POUR PRÉPARER L'AVENIR

Les jeunes mineurs non accompagnés n'ont que très peu, voire plus de liens avec leurs familles, pas ou peu d'adultes auxquels

se confier, hormis leurs éducateurs référents : *« Moi, je ne me sens pas très concerné par la famille… parce que je n'ai pas de parents. C'est mon éducateur qui m'aide. »* Ils disent avoir besoin de liens sociaux pour s'ouvrir aux autres et à la société. Cela suppose un accompagnement particulier de la part des professionnels, éducateurs, professeurs, psychologues, travailleurs sociaux. *« Même nos droits, on les connaît pas. Quand tu n'es plus à l'école, quand tu n'as plus tes parents, tu fais comment ? »* Ceux qui ont encore de la famille dans leurs pays d'origine évoquent la difficulté de communication, pour des raisons techniques : *« Ma famille n'a pas internet, elle n'a pas les moyens. Je n'arrive pas à lui parler. »*

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS SERAIENT PRÉSENTS EN FRANCE MÉTROPOLITAINE ET 8 000 EN OUTRE-MER[35].

35 Rapport d'activité du dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des mineurs isolés étrangers, cité dans France Terre d'Asile, *Mineurs isolés étrangers : l'essentiel sur l'accueil et la prise en charge en France*, 2015.

LE PROBLÉMATIQUE PASSAGE À LA MAJORITÉ

Une fois la majorité atteinte, les jeunes non accompagnés ne relèvent plus de la protection de l'enfance et ceux qui n'auraient pas obtenu la nationalité française sont tenus de régulariser leur situation.

Le durcissement des règles de régularisation et le manque d'anticipation de leur intégration freinent, voire annihilent, leurs espoirs. *« J'ai peur de mal faire ; pour les papiers, ils [les services préfectoraux] nous les renvoient quinze jours après, ils disent que ce n'est pas bon, il faut tout recommencer. »* Les jeunes se retrouvent dans des situations où, bien que formés et motivés, ayant des propositions d'embauche, y compris sur des métiers en tension, ils sont souvent contraints d'y renoncer, de quitter le territoire. Quel gâchis ! La tentation est forte alors, de choisir des modalités de travail parallèle et le risque de s'enfermer dans la clandestinité ou d'errer comme « sans-papiers » devient majeur.

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS (MNA) ONT ÉTÉ RECENSÉS PARMI LES DEMANDEURS D'ASILE DANS L'UNION EUROPÉENNE EN 2015[36] CONTRE 13 000 EN 2013.

36 Eurostat, mai 2016.

Ces jeunes se disent pourtant prêts à s'investir en France en y travaillant, en y payant des impôts et en s'engageant pour les autres, au sein d'associations par exemple : *« Je suis fier de mon parcours, je suis protégé en France. J'ai envie d'y travailler et de fonder une famille. »*

NOUS Y CROYONS

Les mineurs non accompagnés sont avant tout des enfants qui ont besoin d'être protégés.

UNE PRISE EN CHARGE GUIDÉE PAR LA JUSTICE ET L'ÉQUITÉ

Quels que soient leur parcours et leur histoire, les mineurs non accompagnés doivent pouvoir bénéficier, sur l'ensemble du territoire, des mêmes conditions de traitement et de protection que les enfants et jeunes nationaux pris en charge dans les dispositifs de protection de l'enfance.

TISSER DU LIEN...

Pour un mineur non accompagné, s'inscrire dans une vie collective, avec d'autres jeunes, issus d'horizons culturels et religieux différents, est indispensable pour favoriser son intégration sociale et préparer son avenir. L'instauration de liens de confiance avec des adultes référents, l'ouverture à des réseaux d'entraide et d'amitié sont des remparts à la marginalisation de ces jeunes, qui pour la plupart ont vécu des expériences de vie traumatisantes.

... ET PENSER DÉJÀ À L'ÉTAPE D'APRÈS

Leur soif d'apprendre et de s'insérer est telle que les mineurs non accompagnés accomplissent bien souvent des parcours remarquables. Ignorer la suite de leur parcours à la majorité, alors même que les départements, les régions et l'État investissent en amont sur leur formation et leur intégration, est un gâchis, pour eux comme pour la société française. Il est indispensable d'éviter que ces jeunes basculent dans la clandestinité alors même qu'ils ont intégré un parcours de formation et d'insertion professionnelle.

NOUS PROPOSONS

#16 **La poursuite systématique de la prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance jusqu'à la fin de l'année scolaire pour les jeunes non accompagnés atteignant l'âge de 18 ans en cours d'année scolaire.**

#17 **La création d'un titre de séjour spécifique pour les jeunes majeurs (anciens MNA) afin de sécuriser et faciliter leur insertion sociale et professionnelle.**
Il est également nécessaire de raccourcir le circuit du parcours administratif en préfecture pour l'obtention du titre de séjour pour ceux qui sont en cours de formation professionnelle au moment de leur majorité.

MOI ET LA SOCIÉTÉ

Les jeunes sont prêts à se retrousser les manches : ils aspirent à se mettre au travail pour devenir autonomes au plus vite.

Lucides sur les difficultés qui les attendent, ils sont néanmoins volontaires et déterminés à mener leur projet de vie familiale et professionnelle : 92 % d'entre eux pensent qu'ils vont réussir leur vie[37].

Parce qu'ils croient en l'avenir et en leur capacité à le rendre meilleur.

Parce qu'ils savent que, pour grandir, ils ont besoin de repères et de vivre en relation avec les autres.

Parce qu'ils se sentent acteurs du monde qui les entoure, mais aussi inquiets de ses dérives, les jeunes aspirent à la fraternité et à la solidarité. Ils sont prêts. Déjà, ils s'engagent, agissent, s'indignent : ils font acte de politique !

C'est le rôle de la société de les encourager car on ne saurait créer le monde de demain sans ceux qui en feront partie.

Et, au-delà des encouragements, parfois de façade, parfois empreints de condescendance, il convient de leur donner la place qu'ils méritent dans le dialogue social et politique.

Pas pour leur « faire plaisir », non.

Mais parce que c'est dans l'intérêt de la société d'impliquer les jeunes dans les décisions qui les concernent.

C'est à la fois un gage d'efficacité et de solidité du ciment social.

37 Sondage « Les jeunes et la réussite » réalisé par OpinionWay pour Apprentis d'Auteuil, mars 2016.

« Il faut que le président [de la République] s'intéresse aux jeunes d'aujourd'hui ; la nouvelle génération il ne la comprend pas parce que c'est trop compliqué. »

Fleur, 15 ans

APPRENTIS CITOYENS !

« C'est important de voter, même si on ne comprend pas les partis, qu'on ne sait pas pour qui voter. Il faut s'exprimer et dire quand ça ne nous convient pas. »
Abdel, 17 ans

Les jeunes ne se reconnaissent pas dans le portrait que la société fait d'eux et se disent déçus par la politique et les institutions. Quand ils évoquent la jeunesse, les politiques et les médias abordent essentiellement les faits de délinquance, la consommation de drogues et d'alcool, l'échec, les galères… *« On a le sentiment d'être un groupe anonyme, un chiffre… Le chiffre de la violence, du chômage, des "cas-sos"', des feignants… L'image de la galère. »*

ILS L'ONT DIT

Les jeunes portent un regard ambivalent sur leurs aînés qu'ils ne jugent pas toujours en prise avec le monde actuel. Les adultes auraient-ils oublié ce que c'est que *« d'avoir 20 ans, de faire la fête, de tester ses limites, de se tromper »*… ?

Selon les jeunes, le monde va trop vite pour les adultes : *« On vit avec notre actualité à nous, on vit avec notre temps. Ils [les adultes] n'arrivent pas à s'adapter. »*

DÉÇUS DE LA POLITIQUE

« Je ne crois pas aux gens qui nous dirigent. Pourtant je pense que la France pourrait avoir des forces mais c'est mal exploité. »
Ali, 15 ans

Les jeunes participants la concertation disent ne pas faire confiance aux institutions, notamment politiques, pour défendre leurs intérêts : *« Pendant leur campagne, ils [les candidats] promettent des choses qu'ils disent qu'ils vont faire pendant leurs cinq ans. Après, ils ne le font pas. Si tu dis quelque chose et que tu le fais pas… eh bien : tu ne le dis pas ! »*

Le débat politique occupe une place variable dans le quotidien des jeunes, mais tous en ont une vision désenchantée. Selon eux, les hommes et les femmes politiques sont déconnectés du réel : *« Le président et ses ministres devraient aller voir plus souvent les pauvres dans les villages, qu'ils se mettent à leur place et qu'ils fassent ''les pauvres'' pendant toute une journée. »* Si la plupart reconnaissent l'utilité du vote, soulignant l'importance de s'exprimer et d'être entendus, beaucoup pensent que leur bulletin n'aura pas de réel impact. *« Aujourd'hui, il faut un âge particulier pour être président ? Ils sont tous trop vieux. Il faudrait quelqu'un de jeune, dans la trentaine, il pourrait mieux nous comprendre et prendre les bonnes décisions ; ou deux présidents : un jeune et un vieux. »*

Et concernant la défense de leurs intérêts, ils sont très clairs : le combat contre le chômage arrive en tête des actions que devra mener le prochain président de la République pour la jeunesse. Viennent ensuite la lutte contre les discriminations et contre le décrochage scolaire[38]. Ils militent pour des hommes et des femmes *« exemplaires et des promesses tenues »*.

Les jeunes disent que s'ils ne vont pas voter, ce n'est pas par désintérêt ou par mépris de la chose publique, bien au contraire.

38 Consultation en ligne réalisée par OpinionWay pour Apprentis d'Auteuil dans le cadre de la concertation.

Mais ils ne savent souvent pas quel(le) candidat(e) choisir, soit parce qu'ils ignorent les programmes, soit parce qu'ils pensent ne pas le comprendre.

LE « VU À LA TÉLÉ » ET LA RÉALITÉ

Les jeunes sont très marqués par les clichés véhiculés dans les médias, à la télévision et dans la presse : *« Dans les médias, on rabâche le côté négatif de la jeunesse. On est pris pour une masse de gens bêtes, qui pensent qu'à eux-mêmes et à faire la fête. »* Pour eux, les médias *« déforment la réalité et détruisent le moral et l'espoir ».*

« Dans les pubs, à la télé, il n'y a pas assez de métissage. Je ne vois jamais de pub avec des gens de couleur. Pourtant la société, elle n'est pas comme ça ! » Ils attendent des médias qu'ils mettent davantage en avant les projets, les initiatives portés par des jeunes : bref, *« ce qui marche »* !

Dans un autre registre, les jeunes s'interrogent aussi sur les limites de la liberté d'expression, notamment sur les réseaux sociaux : ils ont accès très facilement à des images choquantes et violentes, sont facilement perméables aux théories du complot et estiment qu'ils ne sont pas suffisamment accompagnés pour pouvoir discerner le vrai du faux. *« La liberté d'expression, à la télé et sur les réseaux, c'est bien dans une démocratie, mais ça peut être dangereux ! »*

PAS ÉCOUTÉS, PAS ENTENDUS, PAS CONSIDÉRÉS

« On nous donne l'impression qu'on n'a pas d'utilité pour la société : on ne travaille pas encore, on ne peut pas voter, on n'a pas encore une place. » Les jeunes ne s'estiment pas suffisamment écoutés, ils se sentent exclus des décisions qui les concernent pourtant directement. *« Nous aussi, on a droit à la parole ; on devrait faire des mini-votes pour les enfants à propos des choses qui les concernent. »*

Ils militent pour une plus forte représentation des jeunes au sein de l'appareil politique : *« Il faudrait donner un léger pouvoir législatif aux jeunes en créant une Assemblée de jeunes élue à l'échelle nationale. »*

Mais attention : les jeunes ne sont pas dupes et ne veulent pas être instrumentalisés et utilisés comme ressources *« prétexte ou alibi ». « Dans mon village, y a un conseil de jeunes, mais je ne suis même pas sûr qu'il y ait un jeune dedans. Ils vont réparer les lampadaires du village, c'est tout. »*

DES JEUNES DE 18 À 24 ANS **NE SONT PAS ALLÉS VOTER** AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN 2012[39]

NOUS Y CROYONS

Être citoyen, cela s'apprend ou plutôt cela se vit !

39 Contre 13 % pour l'ensemble des Français (*cf.* « L'inscription et la participation électorales en 2012 », *Insee Première*, nº 1411, septembre 2012).

L'ÉCOLE, LIEU D'APPRENTISSAGE DE LA CITOYENNETÉ

Pour sensibiliser les jeunes au débat public et prévenir les ruptures avec la société, il est nécessaire de travailler avec eux, à l'école, des notions telles que le respect de l'opinion d'autrui, les méthodes d'argumentation et bien sûr le fonctionnement des institutions républicaines. Il s'agit aussi de leur apprendre à distinguer les faits des rumeurs ou des impressions et de se forger un esprit critique, afin d'obtenir les clés de compréhension qui leur permettent de décrypter ce qu'ils lisent dans les médias ou sur Internet. Enfin, l'éducation à la citoyenneté permet d'élargir leur vision du politique qui ne peut se résumer à la seule élection du président.

DONNER UN AVIS SUR LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT

L'implication des jeunes dans le devenir de la cité, de leur établissement, de leur école, de leur commune est aussi une façon de les responsabiliser et de leur montrer la complexité de certaines décisions contraintes par les réalités financières et techniques.

Faire participer les jeunes à l'élaboration des décisions qui les concernent rendra plus aisée leur adhésion aux décisions finales. À la société donc de donner aux jeunes des lieux d'expression pour imaginer la cité de demain… à condition une fois encore de les accompagner dans cette démarche et de prendre garde à ne pas les instrumentaliser.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

Depuis plusieurs années, pour responsabiliser les enfants et les rendre acteurs de leur établissement, l'école primaire Saint-Charles au Vésinet (Yvelines) implique les élèves dans le quotidien de l'école et de leur classe. La vie scolaire fait l'objet d'une gestion participative par le biais d'un conseil hebdomadaire. Ce lieu de parole régule la vie de classe et permet à chacun de s'exprimer, proposer, célébrer les réussites et régler les conflits. Chaque élève participe ainsi à l'élaboration des projets, des droits, des devoirs et des règles de vie. Chaque vendredi, les élèves se réunissent en conseil pour faire un bilan et résoudre toutes sortes de problèmes. C'est l'un des multiples outils pour qu'ils prennent la parole et influent directement sur la vie de leur école. Si l'élève perçoit l'école comme un cadre serein et sûr, où l'on peut régler des questions, il va progressivement prendre en charge sa vie d'écolier.

NOUS PROPOSONS

#18 La multiplication des actions menées en faveur de l'éducation à la citoyenneté au sein des établissements scolaires ou d'accueil.

Et cela dès l'école primaire, en redynamisant les instances de représentativité des jeunes pour leur permettre de mieux connaître les institutions, leurs droits, leurs devoirs et le monde qui les entoure (formation à la médiation par les pairs, visite d'institutions républicaines avant l'entrée au collège, échange avec des élus, pédagogie du vote, sensibilisation aux droits de l'enfant).

CHAPITRE 10

APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE

« Uyenshi uvoimoja ukiri, lakini kila mutru namayendreleo yahe[40]. »
John, 17 ans

Qui a dit que les jeunes étaient tournés vers eux-mêmes ? Ils sont choqués par la situation du monde, troublés par ce qu'ils entendent, ce qu'ils voient sur Internet, à la télévision. Ils interpellent, s'interrogent. Ils constatent les dysfonctionnements de la société et veulent s'engager pour *« faire changer les choses »*.

ILS L'ONT DIT

Motivés par le besoin d'être utiles et par l'idée d'agir pour le bien commun, presque tous les jeunes expriment l'envie d'aider les plus démunis, en France comme à l'étranger.

40 Citation en shimaoré (langue locale de Mayotte) qui signifie : « *Vivre unis suffit, même si tout le monde n'est pas pareil.* »

APPRENDRE À ACCUEILLIR LA DIFFÉRENCE

« Quand on est solidaire, on accepte les enfants qui ne vivent pas comme nous. »
Enzo, 12 ans

Les jeunes de la concertation nous disent que *« l'accueil de la différence, c'est difficile, parce qu'on ne connaît pas »*. Un enfant handicapé, un nouveau à l'école qui vit en famille d'accueil, un jeune arrivant d'un autre pays : *« il faut s'accepter entre nous, on n'est pas tous pareils »*. Ils estiment qu'il y a peu de problèmes de racisme dans leur établissement mais le trouvent en revanche très présent dans la société. *« Il faut respecter pour apprendre à connaître. »*

Les différences culturelles et religieuses se vivent comme des richesses : *« Je suis musulman et on a des échanges sur la religion chrétienne et la religion musulmane. Ça fait plaisir d'apprendre de nouvelles choses ! »*

Ils sont aussi conscients du rôle que peut jouer l'école dans l'éducation au vivre-ensemble : *« À l'école, il y a des règles. Il faut composer avec trente personnes dans la classe. On apprend les règles de société avec des personnes de différents milieux. On apprend un savoir-être qui est plus qu'essentiel pour l'avenir. »*

MOTIVÉS POUR S'ENGAGER

« La solidarité, ça me touche, parce que je me dis que je peux être dans la même situation que ces gens-là et que j'aimerais bien avoir du soutien. Rien faire, c'est pas humain. »
Sophie, 16 ans

Pour des jeunes qui peuvent eux-mêmes connaître des situations sociales difficiles, la notion de solidarité est essentielle : *« Il faut connaître et voir la misère pour se sentir concernés. »*

La notion d'entraide est importante : certains jeunes affirment leur envie de transmission, tant auprès des plus jeunes –

lorsqu'on leur donne l'occasion de devenir tuteur ou parrain – que des plus âgés. *« Je participe au groupe sur le tutorat, avec l'idée que les cinquièmes, quatrièmes et troisièmes deviennent tuteurs des sixièmes, car je sais ce que c'est que d'arriver dans un nouvel établissement : on est un peu perdu. »*

Mais ils se sentent parfois limités dans leur envie d'engagement car qui dit s'engager au sein d'une association dit aussi *« transport, mobilité, logement… »*.

Le service civique est largement plébiscité par les jeunes : *« C'est quand même un super moyen de rendre service et de mettre un pied dans la vie active. »* Selon eux, il permet d'affiner son projet d'orientation, de se découvrir des compétences nouvelles. Sans oublier qu'il constitue une première expérience rémunérée, donc viable et valorisable.

Enfin, les voyages à l'étranger, dans un but solidaire, sont plébiscités par les jeunes : *« Je mesure ma chance d'avoir pu partir. En Inde, les filles s'accrochent aux études et elles ne font pas les difficiles. Du coup, en rentrant, j'ai décidé de me remotiver en classe et d'être plus ouverte aux autres. »*

Au-delà de la rencontre interculturelle, ces actions solidaires permettent de valoriser les qualités humaines et les compétences des jeunes. Les jeunes sont fiers du travail accompli sur place, heureux d'avoir été confrontés à une nouvelle culture, dans un autre pays.

JEUNES ONT DÉJÀ RÉALISÉ UN **SERVICE CIVIQUE**
DEPUIS SA MISE EN PLACE IL Y A SIX ANS[41]

NOUS Y CROYONS

Vivre en relation avec les autres et le monde, découvrir la valeur de la vie, connaître sa propre histoire, sa propre culture… Voici les piliers d'un « grandir en humanité ».

APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE

L'éducation à la citoyenneté, l'ouverture au monde, l'épanouissement de la spiritualité mais aussi la connaissance de sa propre histoire, de ses racines, de sa culture, de sa religion sont des leviers qui favorisent la construction de l'enfant, dans toutes ses dimensions. Dans le respect des règles de laïcité, dans le souci de la liberté de conscience de chacun, il est nécessaire de promouvoir la découverte du fait religieux et le respect dû à ceux qui croient en Dieu comme à ceux qui n'y croient pas. Ceci

41 Agence du service civique, 12 mai 2016.

passe par la possibilité donnée à ceux qui le souhaitent d'une vie spirituelle comme par le respect de règles de vie communes.

FAIRE VALOIR LES RESSOURCES DES JEUNES

Il existe une expertise propre aux jeunes. Les talents et les habiletés naturelles de cette génération sont autant de ressources dont la société ne saurait se passer. En transmettant leurs compétences, les jeunes se sentent valorisés. De solides liens intergénérationnels peuvent naître sur un modèle « donnant-donnant ». Le rôle des jeunes peut également s'avérer déterminant dans le cadre de sensibilisation de pair à pair. Par exemple, par leur maîtrise des outils informatiques, certains jeunes sont en mesure d'accompagner les adultes dans leur découverte ou leur utilisation du numérique.

DONNER DE LA VALEUR À L'ENGAGEMENT DES JEUNES

Les jeunes s'engagent facilement pour des causes qui leur tiennent à cœur. Seulement, ces engagements extrascolaires ou extraprofessionnels sont peu ou pas valorisés aux yeux de notre société, ce qui freine certaines bonnes volontés. Pourtant, un jeune qui devient sapeur-pompier volontaire ou qui s'engage dans une action de solidarité internationale contribue concrètement au mieux-être de la société. Cela crée de la valeur ajoutée et mériterait d'être mis en avant à la fois dans son parcours personnel et aux yeux de la société dans son ensemble.

Expérimenté à APPRENTIS D'AUTEUIL

Depuis 1994, les Actions éducatives de solidarité internationale (AESI) permettent à des jeunes accueillis dans les établissements d'Apprentis d'Auteuil en France de partir à l'étranger. Pendant deux à trois semaines, ces jeunes se mettent au service de l'un des 195 organismes partenaires d'Apprentis d'Auteuil pour réaliser des travaux de construction, de rénovation ou d'aménagement, et partager des moments de convivialité avec d'autres jeunes sur place. Après avoir proposé leur candidature, les jeunes volontaires préparent le projet tout au long de l'année par des ateliers sur la culture, la réalité du pays et par une contribution à la recherche de fonds pour financer leur voyage. Véritable aventure humaine, les chantiers de solidarité offrent à chaque participant une expérience personnelle et d'interculturalité intense.

NOUS PROPOSONS

#19 **L'encouragement de l'engagement associatif des jeunes rencontrant des difficultés** (décrocheurs scolaires, sortants des dispositifs de la protection de l'enfance, etc.).
Il s'agit d'une part de faciliter l'accès au service civique des jeunes rencontrant des difficultés sociales, scolaires ou familiales, en levant les freins liés à leur mobilité et à leur accès au logement. Le recours à des familles de bénévoles, par exemple, pour les loger durant leur service pourrait être un levier parmi d'autres.
D'autre part, les projets de mobilité tels que les chantiers solidaires ou les stages à l'international et en Europe pourraient être développés en priorité pour ces jeunes.

#20 Le développement des compétences interculturelles pour permettre aux jeunes de devenir des citoyens du monde. Cela suppose d'en faire un axe fort de la formation initiale et continue des enseignants et des éducateurs. Développer des compétences interculturelles, cela signifie acquérir des savoirs sur les différentes cultures pour mieux les comprendre, des savoir-faire pour entrer en relation avec des personnes différentes et des savoir-être dans la combinaison du respect d'autrui et de l'estime de soi. Les enseignants et les éducateurs sont à même d'animer des débats visant à la construction du bien commun et au renforcement du lien social, en travaillant sur les représentations des différences culturelles et en particulier les plus clivantes comme la place de la femme, les interdits religieux, etc.

ET VOUS ?

par Bernard Prévost et Nicolas Truelle,
président et directeur général d'Apprentis d'Auteuil

Un manifeste de plus ? Encore une profession de foi ? Des propositions ? À quoi bon ? Le sentiment du « déjà-vu », « on a tout essayé », « rien ne bougera » envahit toute personne qui se pose la question d'une parole mobilisatrice pour demain.

Eh bien non. Vous avez lu le résultat : les jeunes ont des choses à dire ! Nous tenons là, avec ce petit livre, une source de motivation nouvelle à même de nous aider à dépasser ce sentiment d'inutilité.

Les jeunes attendent maintenant un véritable contrat éducatif qui donne sa place à leur famille, à l'école, à leurs potentiels employeurs, et dont ils soient réellement partie prenante. Nous ne pouvons laisser cette attente sans réponse.

Pourtant, nous restons lucides. Nous savons que la frustration et la violence s'accumulent, qu'une forme de découragement s'installe dès que l'on considère le déclin et le déclassement comme inévitables. Des générations d'adultes peuvent s'avouer impuissants devant les constats qui se multiplient :

- Nous pensions « plus jamais la guerre », en tout cas en Europe, et aujourd'hui, dans notre pays, la vue d'hommes en armes dans les rues semble « normale ».
- Nous pensions « les murs vont tomber », nous avons vu tomber le mur de Berlin, et aujourd'hui on construit un mur à Calais et aux portes de l'Europe.
- Nous pensions que la croissance économique répondrait aux besoins vitaux de toute la population, et nous voyons des enfants dormir dans les rues.

- La crise désignait un phénomène brutal et court, et c'est devenu le synonyme d'un état continu.

Alors, nos générations d'adultes peuvent-elles encore quelque chose et sont-elles en mesure de répondre aux attentes de la jeunesse ?

Dans ce livre, nous disons OUI !

Oui, parce que nous pouvons transmettre ce que nous-mêmes avons reçu : la valeur de la vie, l'histoire, l'ouverture aux autres et au monde.

Oui, parce qu'il nous faut accompagner les jeunes et leur famille : nos erreurs, nos errements nous ont montré les limites de notre pouvoir. Dès lors, nous savons que la vie est un chemin et que le parcourir ensemble, se conforter mutuellement, garder par-dessus tout l'exigence de liens de qualité est une source de joie et d'épanouissement.

Alors nous pouvons, avec les jeunes et les familles les plus éprouvés, parler à nouveau de fierté et de respect. Nous le faisons en célébrant toutes les réussites, les grandes et les petites, nous le faisons en participant activement à la vie de notre société, en développant l'engagement auprès des plus fragiles encore.

Nous découvrons ensemble que la peur de la différence peut être dépassée. Qu'il s'agit pour cela d'apprendre, de comprendre, de parler, de bouger, de changer.

Enfin, nous comprenons que la fragilité apparente des uns fait écho à la fragilité présente en chacun de nous mais si bien enfouie qu'on oublie parfois qu'elle reste notre chance et notre remède à la toute-puissance.

Forts de cela, nous faisons dans ce livre quelques propositions aux responsables politiques. Ce sont autant de mains tendues pour ouvrir un débat et surtout transmettre la conviction que d'autres voies sont possibles : la jeunesse ne doit plus être un objet de débat mais un sujet d'actions.

À Apprentis d'Auteuil, nous ne serons jamais les théoriciens de l'école, de l'insertion, de la protection de l'enfance, du soutien de la parentalité. Nous agissons sur le terrain avec d'autres ; nous

expérimentons des solutions dans un domaine qui n'est pas une science exacte ; nous les ajustons au plus près des besoins, avec sans cesse à l'esprit la nécessaire rationalisation économique. Et c'est grâce au travail quotidien mené auprès des jeunes et des familles, et renforcés par leur parole, que nous pouvons et voulons vous donner à voir toutes ces réponses concrètes à des attentes brûlantes.

Si l'une d'entre elles vous a touché, nous avons atteint notre objectif. Ce sera, nous l'espérons, le point de départ pour faire « bouger les lignes » et agir concrètement. Car nous avons à construire ensemble, pouvoirs publics, acteurs associatifs et économiques, bienfaiteurs, les solutions que ces jeunes attendent.

Au-delà de toutes ces propositions, si ce « bouquin » vous a touché, ce sera peut-être aussi parce que vous aurez senti, comme nous, qu'il n'est de meilleur projet que celui conçu et mis en œuvre avec ceux-là mêmes qu'il concerne.

C'est peut-être le plus politique de tous nos messages.

NOS 20 PROPOSITIONS

#1 **La création sur tout le territoire, dans chaque quartier, d'« espaces parents » de proximité.**

#2 **Le développement de crèches dans les quartiers défavorisés, en y intégrant un espace dédié aux familles.**

#3 **Le recours à des « conférences familiales » pour prévenir les situations de placement.**

#4 **Le renforcement des alternatives au placement.**

#5 **Une plus grande autonomie financière et pédagogique des établissements scolaires pour permettre le développement des innovations pédagogiques.**

#6 **Un accompagnement personnalisé de chaque jeune dans son orientation scolaire et professionnelle.**

#7 **Le renforcement du soutien éducatif et pédagogique dès le plus jeune âge, en particulier dans les zones urbaines et rurales en difficulté.**

#8 **Le développement des internats éducatifs et scolaires.**

#9 **Le développement des relations entre l'école et les parents.**

#10 **La co-construction et la validation systématique de toute évolution du système de formation/insertion professionnelle par les parties prenantes : jeunes, familles, école, entreprises.**

#11 **La promotion des dispositifs d'insertion professionnelle coconstruits.**

#12 **La reconnaissance des dispositifs d'accompagnement et de remobilisation des jeunes qui ont pour objectif de ramener les plus fragiles d'entre eux vers une formation, un emploi, une qualification.**

#13 **Une meilleure articulation des dispositifs de remobilisation pour les jeunes.**

#14 **Le développement, dans chaque département, de dispositifs dédiés à l'accompagnement des jeunes sortants des structures de l'Aide sociale à l'enfance.**

#15 **L'assouplissement de l'accès aux contrats jeunes majeurs.**

#16 **La poursuite systématique de la prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance jusqu'à la fin de l'année scolaire pour les jeunes non accompagnés atteignant l'âge de 18 ans en cours d'année scolaire.**

#17 **La création d'un titre de séjour spécifique pour les jeunes majeurs (anciens MNA) afin de sécuriser et faciliter leur insertion sociale et professionnelle.**

#18 **La multiplication des actions menées en faveur de l'éducation à la citoyenneté au sein des établissements scolaires ou d'accueil.**

#19 **L'encouragement de l'engagement associatif des jeunes rencontrant des difficultés.**

#20 **Le développement des compétences interculturelles pour permettre aux jeunes de devenir des citoyens du monde.**

Création maquette : Valérie Lagarde
Texte : Direction plaidoyer et communication d'Apprentis d'Auteuil
avec la collaboration de Louis Guinamard/Taor
Mise en page : Le vent se lève...

Achevé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
14110 Condé-sur-Noireau
N° d'éditeur : 6539 – N° fab. : 6764 – N° d'imprimeur :
Dépôt légal : décembre 2016
Imprimé en France